



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 1^{er} MARS 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SATURDAY, MARCH 1st, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (liste of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

A. B. Clarke & Son Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1947, constituant en corporation: Hugh Hatheway Turnbull, conseil en loi du Roi, John Fitzwilliam Stairs et Edward William Rowat, tous avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités et soit en gros ou en détail, un commerce de bois de construction, bois de charpente, bois de pulpe et de produits du bois, et manufacturer, produire, exporter, importer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, billots, bois de charpente, bois et produits du bois de toutes sortes, et manufacturer et faire le commerce d'articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de charpente ou le bois est utilisé, sous le nom de "A. B. Clarke & Son Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Letters Patent

A. B. Clarke & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1947, incorporating: Hugh Hatheway Turnbull, King's Counsel, John Fitzwilliam Stairs and Edward William Rowat, all Advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches, and either wholesale or retail, a lumber, timber, pulpwood and wood products business, and to manufacture, produce, export, import, buy, sell and deal in lumber, logs, timber, wood and wood products of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used, under the name of "A. B. Clarke & Son Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

17968

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

17968-o

Alouette Clothes Inc.

Alouette Clothes Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize janvier 1947, constituant en corporation: Dorothy Eklove, secrétaire, fille majeure, Harry Eklove et Irving Eklove, manufacturiers, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer principalement le commerce de détaillants, marchands, négociants, manufacturiers d'habits et vêtements de toute description pour hommes, femmes et enfants, de fournitures de maison, bijouterie, menus objets, bottes, chaussures, mitaines, articles en caoutchouc et articles en cuir de toute description, soieries, lainages, cotonnades et tous autres tissus textiles, et comme marchands généraux, exercer le commerce de passementiers, drapiers, pelletiers, marchands de modes et marchands de meubles, sous le nom de "Alouette Clothes Inc."

Le capital de la compagnie consistera en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

17969

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1947, incorporating: Dorothy Eklove, Secretary, spinster of the full age of majority, Harry Eklove and Irving Eklove, manufacturers, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on principally the business of retailers, dealers, jobbers, manufacturers, in men's, women's and children's clothing and wearing apparel of every description, household furnishings, jewellery, smallwares, boots, shoes, mitts, rubber goods, and leather goods of every description, silks, woollens, cottons, and all other textile fabrics, and as general merchants to carry on the business of trimmers, drapers, furriers, milliners, and furniture dealers, under the name of "Alouette Clothes Inc."

The capital of the company shall consist of 200 common shares of a par value of \$100, each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

17969-o

Barzel Realities Inc.

Barzel Realities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux janvier 1947, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Clarence Reuben Gross, avocats, Meta Henry et Sarah Miller, sténographes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat ou autrement et détenir les propriétés immobilières suivantes, à savoir:

Ce certain emplacement, en la cité de Montréal, qui est borné au sud-est par la rue Wellington, au sud-ouest par la rue Shannon et au nord-ouest par la rue Smith;

Avec les bâtisses dessus érigées connues comme étant le numéro civique 1000 rue Smith, sous le nom de "Barzel Realities Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

17970

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1947, incorporating: Samuel David Rudenko, Clarence Reuben Gross, advocates, Meta Henry and Sarah Miller, stenographers, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise and to hold following immoveable properties, to wit:

That certain emplacement in the City of Montreal which is bounded on the South-east by Wellington Street, on the South-West by Shannon Street and on the North-West by Smith Street;

With the buildings thereon erected known as Civic No. 1000 Smith Street, under the name of "Barzel Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100, each, and 200 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

17970-o

Beaupré & Fils, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1947, constituant en corporation: Fernand Beaupré, Jean-Paul Beaupré, fourreurs, et Juliette Beaupré, couturière, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs, d'exportateurs, manufacturiers, marchands et négociants en gros et en détail de fourrures et de tous les effets dans la confection desquels entre la fourrure;

Exercer une des industries ou toutes les industries de costumiers, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et marchands, en gros et en détail, de coton et étoffes de toutes sortes, pelletteries et garnitures d'habits, brandebourgs, cordes, ornements, dentelles, bonbons, modes, articles en cuir et vêtements et hardes, sous le nom de "Beaupré & Fils Limitée," avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100. chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17971-o

L. DESILETS.

Bell River Lumber Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1947, constituant en corporation: Lucille Dunn, Thérèse Tremblay et Jean Marler, secrétaires, filles majeures, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, posséder, vendre, faire le commerce, louer ou autrement acquérir des concessions forestières, des billots, bois de construction et dormants de chemin de fer; manufacturer aucune et toutes sortes de bois de construction, planches et matériaux de construction, sous le nom de "Bell River Lumber Ltd.," avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Senneterre, district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17972

L. DESILETS.

B. Green Fur Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux janvier 1947, constituant en corporation: Bennie Green, manufacturier, Freda Baumholz, gérant de bureau, épouse séparée de biens de Bennie Green et dûment autorisée par lui, et Sam Baumholz, employé, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, marchands en gros et en détail, acheteurs, vendeurs, importateurs, exportateurs et

Beaupré & Fils, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1947, incorporating: Fernand Beaupré, Jean-Paul Beaupré, furriers, and Juliette Beaupré, seamstress, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail merchants of and dealers in furs and all articles in the making of which fur may enter;

To carry on any or all of the businesses of costumers, furriers, tailors, clothiers, haberdashers, hosiers, dressmakers, hatters, gloves, manufacturers, importers and wholesale and retail merchants of cotton and materials of every kind, fur and clothes' trimmings, braid, cord, ornaments, lace, buttons, fashion wear, leather goods and clothes and garments, under the name of "Beaupré & Fils, Limitée," with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1947.

L. DESILETS,

17971

Deputy Attorney General.

Bell River Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1947, incorporating: Lucille Dunn, Thérèse Tremblay and Jean Marler, Secretaries, spinsters, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To buy, own, sell, deal in, lease or otherwise acquire, timber limits, logs, lumber, railroad ties; to manufacture every and all kinds of lumber, boards, and building materials, under the name of "Bell River Lumber Ltd.," with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at the town of Senneterre, District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1947.

L. DESILETS,

17972-o

Deputy Attorney General.

B. Green Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1947, incorporating: Bennie Green, manufacturer, Freda Baumholz, office manager, wife separate as to property of Bennie Green, and duly authorized by him, and Sam Baumholz, employee, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, wholesale and retail dealers in, buyers, sellers, importers, exporters, and distributors of

distributeurs de fourrures, peaux de fourrures, manteaux de fourrures et vêtements en fourrure de toute sorte et description, et toutes sortes d'articles, marchandises et produits semblables, sous le nom de "B. Green Fur Co. Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17973 L. DÉSILETS.

B. & O. Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit janvier 1947, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et offrir au public pour souscription, vendre, garantir la vente et céder, transférer ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débentures, titres, actions et autres valeurs, effets de commerce, récépissés d'entrepôts de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou d'autre compagnie ou corporation ou d'individus ou associations, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de tout commerce ou entreprise;

Transiger ou exercer toutes sortes d'affaires se rapportant au placement d'argent et à la vente de propriétés immobilières, sous le nom de "B. & O. Corporation", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17974 L. DÉSILETS.

**Canada Motor Car Co. Ltd.
Canada Motor Car Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1947, constituant en corporation: Mlle Bernade Charette, comptable, Germaine Bazinet, sténographe, et Dorothy Lawson, téléphoniste, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

D'acheter, vendre et faire le commerce en général, soit en gros ou en détail, d'automobiles, de tracteurs, d'aéroplanes, de bateaux, de canots, de chaloupes, de camions, de wagons, de motos, de cyclettes, de moteurs, de châssis de véhicules mu, par la vapeur, l'électricité, le gaz, la gazoline,

furs, fur pelts, fur coats, and fur garments of every kind and description, and all kinds of similar articles, merchandise and products, under the name of "B. Green Fur Co. Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of the par value of \$100. each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
17973-o Deputy Attorney General.

B. & O. Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1947, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise and to offer for public subscriptions, sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptances, ware house receipts, of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any business or undertakings;

To transact or carry on all kinds of business in relation to the investment of money and the sale of immoveable property, under the name of "B. & O. Corporation," with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
17974-o Deputy Attorney General.

**Canada Motor Car Co. Ltd.
Canada Motor Car Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1947, incorporating: Mlle Bernade Charette, accountant, Germaine Bazinet, stenographer, and Dorothy Lawson, telephone operator, of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal generally, either wholesale or retail, in automobiles, tractors, aeroplanes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggon, motorecycles, motors, bodies for vehicles propelled by steam, electricity, gas, gasoline, oil, compressed air; the parts and accessories for automobiles,

l'huile, l'air comprimé, de parties, pièces et accessoires d'automobiles, en cuir ou caoutchouc, pneus, capotes et de tous lubrifiants, graisses, gazoline, pétrole et ses dérivés et sous-produits, et tous autres articles, effets, marchandises, outils, équipements et machineries qui se rapportent directement ou indirectement à l'industrie de l'automobile, sous le nom de "Canada Motor Car Co. Ltd." — "Canada Motor Car Cie Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17975-o L. DESILETS.

Canadian Butchers' Supply Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1947, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold Erdrich, avocats, et Lewis Haber, comptable, tous de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce comme manufacturiers, marchands en gros et détaillants de réfrigérateurs, machines à trancher la viande, coupeurs d'os et accessoires de toutes sortes et descriptions pour bouchers, comprenant des ustensiles et autres liges connexes, et en particulier, mais sans limiter la généralité des précédents, faire le commerce comme manufacturiers, marchands en gros et détaillants de sacs en papier rouleaux et autres genres d'emballage ordinairement utilisés par des bouchers dans le commerce en détail, sous le nom de "Canadian Butchers' Supply Co. Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17976 L. DESILETS.

Cape Realty Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois janvier 1947, constituant en corporation: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Edgar Schwisberg, avocats, et Ethel Edgar Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, négocier et faire le commerce, soit comme mandants ou comme agents, de toutes sortes de propriétés immobilières;

Exercer le commerce de construction de tous genres de bâtisses, usines et fabriques, sous le nom de "Cape Realty Corp.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 par action;

Le nombre des actionnaires sera limité à 10.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

in leather or rubber, tires, tubes and all lubricants, grease, gasoline, petroleum and its derivatives and by-products, and any other goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected directly or indirectly with the automobile industry, under the name of "Canada Motor Car Co. Ltd." — "Canada Motor Car Cie Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1947.

L. DESILETS,
17975 Deputy Attorney General.

Canadian Butchers' Supply Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1947, incorporating Jack Rudner, Harold Erdrich, advocates, and Lewis Haber, accountant, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business as manufacturers, wholesalers and retailers in fridges, meat slicers, bone cutters, and butchers' supplies of all kinds and description, including utensils and other allied lines, and in particular, but without limiting the generality of the foregoing to deal, both as manufacturers, wholesalers and retailers, in paper bags, rolls, and other wrapping used generally by retail butchers, under the name of "Canadian Butchers' Supply Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1947.

L. DESILETS,
17976-o Attorney Deputy General.

Cape Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1947, incorporating: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Edgar Schwisberg, advocates, and Ethel Edgar Schwisberg, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City of Outremont, District of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell, improve, manage, develop, exchange, lease, deal in and deal with, whether as principals or as agents, all kinds of immoveable property;

To carry on the business of construction of all manner of buildings, plants and works, under the name of "Cape Realty Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each, and 100 preferred shares of a par value of \$100 per share;

The number of shareholders shall be limited to 10.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.
17977 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
17977-o Deputy Attorney General.

C. A. R. D. E. Recreational Association

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Edward Frank Charlesworth, John Leo Myers et Thomas Story Sterling, scientifiques, des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir et organiser des activités sportives, athlétiques, récréatives et intellectuelles parmi ses membres, sous le nom de "C. A. R. D. E. Recreational Association".

Les pouvoirs accordés par les présentes ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera au Camp Valcartier, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.
17978 L. DÉSILETS.

C. A. R. D. E. Recreational Association

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1947, incorporating without share capital: Edward Frank Charlesworth, John Leo Myers and Thomas Story Sterling, scientists, of the City and District of Quebec, for the following purposes:

To promote and organize sports, athletics, recreational and educational activities among its members, under the name of "C. A. R. D. E. Recreational Association".

The powers hereby granted do not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed;

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$10,000.

The head of the Corporation will be at Valcartier Camp, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
17978-o Deputy Attorney General.

**Cusson Fourrures Limitée
Cusson Furs Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1947, constituant en corporation: D. Marcel Cusson, fourreur, Dame Évangeline Aubé Cusson, épouse séparée de biens de D. Marcel Cusson, et dûment autorisée par lui, et Maurice Laurin, commis vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire en gros et en détail le commerce d'exportation, d'importation, d'expédition, d'achat et de vente et de toutes sortes de fourrures et de peaux d'animaux, de peaux vertes et de peaux repassées;

Faire affaires comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers et merciers, sous le nom de "Cusson Fourrures Limitée — Cusson Furs Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100, chacune et 1,000 actions ordinaires de \$10, chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.
17971-o L. DÉSILETS.

**Cusson Fourrures Limitée
Cusson Furs Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1947, incorporating: D. Marcel Cusson, furrier, Dame Évangeline Aubé Cusson, wife separate as to property of D. Marcel Cusson, and duly authorized by him, and Maurice Laurin, clerk, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, the business of importation, exportation, shipping, purchase and sale, and deal in all kinds of fur and of animal skins, rawhides and dressed hides;

To carry on business as tailors, clothiers, hosiery, dress-makers, costumers, hatters, gloves and haberdashers, under the name of "Cusson Fourrures Limitée — Cusson Furs Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares, of \$100 each and 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
17979 Deputy Attorney General.

General Wooden Box Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1947, constituant en corporation: J. Alphonse Olivier, agent d'assurances, Louis Desrochers, marchand, et Narcisse Aubre, comptable, tous de Plessisville, district d'Arthabaska, pour les objets suivants:

General Wooden Box Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1947, incorporating: J. Alphonse Olivier, insurance agent, Louis Desrochers, merchant, and Narcisse Aubre, accountant, all of Plessisville, district of Arthabaska, for the following purposes:

Fabriquer, faire fabriquer, vendre et faire le commerce de toute marchandise ou objet fait en bois, spécialement des contenants;

Faire le commerce général du bois en gros et détail, se livrer aux opérations forestières et acheter à cet effet des concessions et des coupes de bois, les exploiter, ouvrir le bois et le préparer pour sa fabrication ou sa revente, sous le nom de "General Wooden Box Company Limited."

Le montant du capital-actions que la compagnie sera autorisée à émettre est de \$45,000, divisé en 450 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$20,000, divisée en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17980-o L. DESILETS.

G. Lambert Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1947, constituant en corporation: Alfred Astphan, manufacturier, Roger Liard, comptable, tous deux de la cité de Joliette, Gaston Lambert, manufacturier, et Lucien Lambert, journalier, tous deux de la paroisse de Saint-Norbert, tous du district de Joliette, pour les objets suivants:

Manufacturer, fabriquer, vendre, importer et exporter et faire le commerce de bas, vêtements, articles de lingerie en laine, coton ou autre matériel, sous le nom de "G. Lambert Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 200 actions de \$50, chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17981-o L. DESILETS.

Ideal Machine Shop Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente décembre 1946, constituant en corporation: Paul-H. Lévesque, avocat, Carmelle Morin, secrétaire, fille majeure, et Alcide Grenon, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un atelier mécanique et celui de marchands et manufacturiers d'unités, moteurs et autre machinerie, de fabricants d'outils, fondeurs en bronze, ouvriers en métaux, fabricants de bouillottes, propriétaires de moulins, machinistes, convertisseurs en fer et en acier, forgerons, poseurs de tuyaux à vapeur et au gaz, ouvriers en bois, constructeurs, peintres, métallurgistes, électriciens, fabricants de gaz, voituriers et marchands; acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou prendre à bail et faire le commerce de machinerie, instruments, matériel roulant et ferronnerie de toutes sortes sous le nom de "Ideal Machine Shop Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

To manufacture, have manufactured, sell and deal in any wooden merchandise or object, especially containers:

To carry on a general lumber business, wholesale and retail, engage in lumbering operations, and for such purpose to purchase timber concessions and timber cuts, to operate same, to work wood and prepare same for its manufacture or re-sale, under the name of "General Wooden Box Company Limited".

The amount of capital stock which the company is authorized to issue will be \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Plessisville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1947.

L. DESILETS,
17980 Deputy Attorney General.

G. Lambert Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1947, incorporating: Alfred Astphan, manufacturer, Roger Liard, accountant, both of the city of Joliette, Gaston Lambert, manufacturer, and Lucien Lambert, labourer, both of the parish of Saint-Norbert, all of the district of Joliette, for the following purposes:

To manufacture, make, sell, import, export and deal in stockings, clothing, lingerie, whether of wool, cotton or other material, under the name of "G. Lambert Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 200 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Joliette, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1947.

L. DESILETS,
17981 Deputy Attorney General.

Ideal Machine Shop Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1946, incorporating: Paul-H. Lévesque, Advocate, Carmelle Morin, Secretary, spinner, and Alcide Grenon, Accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a machine shop and dealers in and manufacturers of, plants, engines and other machinery, toolmakers, brass founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, and steel converters, smiths, steam and gas fitters, wood workers, builders, painters, metallurgists, electricians, gas makers, carriers, and merchants; to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in, machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds, under the name of "Ideal Machine Shop Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 150 common shares of \$100, each, and 350 preferred shares of the par value of \$100, each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17982 L. DESILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this thirtieth day of December, 1946.

L. DESILETS,
17982-o Deputy Attorney General.

Insmill Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux janvier 1947, constituant en corporation: Edgar Reginald Parkins, avocat et conseil en loi du Roi, Roslyn Maxwell DuBoys, avocat, Cecil James Gagnier, secrétaire, tous de la cité de Montréal, Frederick David Lamont, secrétaire, de Côte St-Luc, et Herbert Calvert Howard, gérant de publicité, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Insmill Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera au numéro civique 355 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17983 L. DESILETS.

Insmill Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1947, incorporating: Edgar Reginald Parkins, advocate and King's Counsel, Roslyn Maxwell DuBoys, advocate, Cecil James Gagnier, secretary, all of the City of Montreal, Frederick David Lamont, secretary, of Côte St-Luc, and Herbert Calvert Howard, advertising manager, of the city of Westmount, all of the District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, search, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever be mined, dug, raised washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Insmill Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at civic number 355 St. James Street West, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1947.

L. DESILETS,
17983-o Deputy Attorney General.

Jenco Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1947, constituant en corporation: J. Edward Negrych, ingénieur, Gaston Esnouf, avocat, et Charlotte Lachance, fille majeure, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer en général et dans toutes ses spécialités, le commerce de poseur d'appareils de réfrigération, de chauffage, de ventilation, d'épuration de l'air, d'humidification de l'air, d'isolation, de plomberie, de ferblanterie, de quincaillerie, d'appareils électriques, d'appareils mécaniques, de machineries diverses, d'articles en métal ou en matériaux inorganiques en général, sous le nom de "Jenco Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17984-o L. DESILETS.

Jenco Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1947, incorporating: J. Edward Negrych, engineer, Gaston Esnouf, advocate, and Charlotte Lachance, spinster, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally and in all the specialties thereof, the business of apparatus fitter for refrigeration, heating, ventilation, air conditioning, air moistening, insulation, plumbing, tinning, hardware, electric apparatus, mechanical apparatus, various machinery, metal articles or of inorganic materials in general, under the name of "Jenco Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1947.

L. DESILETS,
17984 Deputy Attorney General.

La Compagnie d'Immeubles JPB

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1947, constituant en corporation: Jean Bourassa, étudiant, Paul Demault, voyageur de commerce, de Saint-Jean, district d'Iberville, et le Dr Benoit-Guy Bégin, médecin, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le commerce et l'industrie de matériaux de construction et d'accessoires domestiques, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles JPB", avec un capital de \$20,300, divisé en 203 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre d'actionnaires de la compagnie est limité à cinq;

Le siège social de la compagnie sera au numéro 245, de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean, district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17985-o

L. DESILETS.

La Compagnie d'Immeubles JPB

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1947, incorporating: Jean Bourassa, student, Paul Demault, commercial traveler, of Saint John's, district of Iberville, and Dr Benoit-Guy Bégin, physician, of Montreal, for the following purposes:

To engage in the trade and business of building materials and domestic accessories, under the name of "La Compagnie d'Immeubles JPB", with a capital stock of \$20,300, divided in 203 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to five;

The head office of the company will be at No 245, Champlain Street, in the town of Saint John's, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1947.

L. DESILETS,

17985

Deputy Attorney General.

Les Entreprises de l'Est Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre janvier 1947, constituant en corporation: Antonio Langlais, avocat et conseil en loi du Roi, Louis Langlais, avocat, et Mlle Denyse Langlais, secrétaire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie du bâtiment, de la construction et de la réfection dans tous les domaines de l'activité humaine, sous le nom de "Les Entreprises de l'Est Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17986-o

L. DESILETS.

Les Entreprises de l'Est Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1947, incorporating: Antonio Langlais, advocate and King's Counsel, Louis Langlais, advocate, and Mlle Denyse Langlais, secretary, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the building trade and that of constructing and re-constructing in all domains of human activity, under the name of "Les Entreprises de l'Est Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1947.

L. DESILETS,

17986

Deputy Attorney General.

McLean Realty Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf novembre 1946, constituant en corporation: Frederick C. McLean, Mereweather McLean, bourgeois et Gerald F. McLean, commis de chemin de fer, tous de la cité de Hull, district de Hull, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles de propriétés immobilières de toute description, et négocier l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et de propriétés immobilières et, en général, exercer le commerce d'agents d'immeubles;

Souscrire, acheter, vendre, échanger, nantir, hypothéquer et, en général, négocier et faire le commerce d'obligations, titres gouvernementaux, municipaux, industriels et miniers et autres valeurs, sous le nom de "McLean Realty Company Limited".

Le capital de la compagnie est divisé en cinq cents actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille dollars.

McLean Realty Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1946, incorporating: Frederick C. McLean, Mereweather McLean, gentleman, and Gerald F. McLean, railway clerk, all of the City of Hull, District of Hull, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property of every description, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property and generally to carry on the business of real estate agents;

To underwrite, buy, sell, exchange, pledge, mortgage and generally deal in and with government, municipal, industrial and mining bonds, stocks and other securities, under the name of "McLean Realty Company Limited".

The capital stock of the company is divided into Five Hundred shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be Ten Thousand dollars.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Hull, district de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17987

L. DESILETS.

The head office of the Company will be at the City of Hull, District of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1946.

L. DESILETS,

17987

Deputy Attorney General.

Mill-Ray Sales Co. Ltd.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1947, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, avocats, et Max Padber, comptable, tous de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce en gros et en détail de marchandises sèches de toute nature et de toutes autres choses qui se rapportent généralement au commerce de marchandises sèches, sous le nom de "Mill-Ray Sales Co. Ltd."

Le montant du capital de la compagnie, divisé en 250 actions ordinaires de cent dollars chacune et en 240 actions privilégiées de cent dollars chacune, sera fixé à la somme de quarante-neuf mille dollars;

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excédera pas vingt en aucun temps;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17988

L. DESILETS.

To carry on the business of manufacturing, buying, selling, importing, exporting and otherwise dealing wholesale and retail in dry goods of all natures and descriptions and all other such things as are generally connected with a dry goods business, under the name of "Mill-Ray Sales Co. Ltd."

The amount of the capital stock of the company, divided into 250 common shares of One hundred dollars each and 240 preferred shares of One hundred dollars each, to be fixed at the sum of Forty-nine thousand dollars;

The number of shareholders of the company shall at no time exceed twenty;

The head office of the Company will be at the City of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1947.

L. DESILETS,

17988-o

Deputy Attorney General.

P. A. Savard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-trois janvier 1947, constituant en corporation: Philippe-Auguste Savard, entrepreneur en construction, Marguerite Amireault, épouse séparée de biens de Philippe-Auguste Savard, tous deux de Sillery, et Maurice Marchand, journalier, de Québec, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités, les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs-général, conclure, entreprendre, parfaire, exercer et exécuter les contrats pour la fabrication, l'érection, la construction, l'amélioration, l'aménagement et l'exploitation d'édifices, travaux, construction, entreprises, développements, projets, publics ou privés, de toutes sortes et descriptions, et comme s'y rapportant, exercer dans toutes leurs spécialités respectives les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "P. A. Savard Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$49,000, divisé en 4,900 actions de \$10 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$10,000, divisée en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17989-o

L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1947, incorporating: Philippe-Auguste Savard, building contractor, Marguerite Amireault, wife separate as to property of Philippe-Auguste Savard, both of Sillery, and Maurice Marchand, laborer, of Québec, all of the district of Québec, for the following purposes:

To carry on in all lines of same, the business of builders and general contractors, to enter into, undertake, complete, perform and carry out contracts for the making, building, construction, improvement, equipment and operation of buildings, works, constructions, undertakings, developments, projects, public or private, of all kinds and descriptions, and in connection therewith, to carry on in all their respective lines, the business of general builders and contractors, under the name of "P. A. Savard Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$49,000, divided into 4,900 shares of \$10 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sillery, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1947.

L. DESILETS,

17989

Deputy Attorney General.

Plasticizers Incorporated

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize janvier 1947, constituant en corporation: Benjamin Shulman, avocat, Moses Silverstone, commis, de la cité de Montréal, et Samuel Alexander Shulman, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, en gros et en détail, mélanger, raffiner, acheter et vendre des produits chimiques, plastiques, résine, teintures, ciments, minéraux, superphosphates, savon, engrais chimiques, peinture, verres, pigments, pelis, mordants, huiles, alcools, charbon, coke, produits du goudron et dérivés, tourbe, produits de la tourbe, marchandises et produits en caoutchouc, sous le nom de "Plasticizers Incorporated", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.
17990 L. DESILETS.

Plumes de Paris Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize janvier 1947, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, Freda Pomerance et Norma Ornstein, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Faire, manufacturer, assembler, réparer, refaire, remodeler, acheter ou autrement acquérir, vendre, importer, exporter, transférer, négocier, faire le commerce, en gros et en détail, de fleurs artificielles, plumes, voiles, accessoires de mode, rubans en velours, velantime, coton, laine ou en papier, bijouterie, pendants d'oreilles, colliers, bracelets, ornements, médaillons, épingles de revers, accessoires pour hommes, ornements religieux, fétiches, poudriers, étuis à cigarettes, produits en métal et nouveautés de toutes sortes et descriptions:

Manufacturer et acheter, vendre, importer et exporter des articles de mode pour dames et enfants et exercer dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturiers d'articles de mode pour dames et enfants, des chapeaux pour hommes et leurs accessoires, comprenant la fabrication de doublures de chapeaux, formes de chapeaux et toutes sortes et genres de coiffures, sous le nom de "Plumes de Paris Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.
17991 L. DESILETS.

Prudential Factors Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres

Plasticizers Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1947, incorporating: Benjamin Shulman, advocate, Moses Silverstone, clerk, of the City of Montreal, and Samuel Alexander Shulman, advocate, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, wholesale and retail, compound, refine, purchase and sell chemicals, plastics, resins, dye stuffs, cements, minerals, superphosphates, soap, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, alcohols, coal, coke, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber goods and products, under the name of "Plasticizers Incorporated," with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1947.

L. DESILETS,
17990-o Deputy Attorney General.

Plumes de Paris Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1947, incorporating: John J. Wasserman, advocate, Freda Pomerance and Norma Ornstein, stenographers, spinsters, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To make, manufacture, assemble, repair, re-make, re-model, buy, or otherwise acquire, sell, import, export, transfer, trade in, deal in, wholesale and retail, in artificial flowers, feathers, veilings, millinery supplies, velvet, velours, cotton, woollen, or paper ribbons, jewellery, earrings, necklaces, bracelets, ornaments, lockets, lapel pins, men's accessories, religious ornaments, charms, compacts, cigarette cases, metal products, and novelties of all kinds and descriptions:

To manufacture and to buy, sell, import, and export, ladies' and children's millinery, and to carry on in all its branches, the business of manufacturers of ladies' and children's millinery, men's hats, and the accessories thereof, including the manufacture of hat linings, hat frames, and all kinds and types of head-gear, under the name of "Plumes de Paris Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1947.

L. DESILETS,
17991-o Deputy Attorney General.

Prudential Factors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth

patentes en date du quatorze janvier 1947, constituant en corporation: David Hodgson Fair, entrepreneur, de la cité de Westmount, Norman Douglas Raymond, vendeur, et Nathan Levitsky, procureur, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et autrement acquérir et détenir, soit comme mandants ou agents, intermédiaires ou marchands à commission et absolument comme propriétaires ou par voie de nantissement, de garantie collatérale ou autrement, et importer, exporter, vendre, louer, échanger, transférer, céder ou autrement disposer ou faire le commerce de métaux, bois, plastiques, denrées et les produits manufacturés d'iceux, sous le nom de "Prudential Factors Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.

17992

L. DÉSILETS.

Rodmar Realities Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois janvier 1947, constituant en corporation: Abraham J. Rosenstein, avocat, Harry M. Lazar, marchand, et Elizabeth May Digby, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou des intérêts en iceux, avec ensemble toutes bâtisses ou constructions qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains et de toutes ou aucune des bâtisses ou constructions qui sont présentement ou peuvent être, subséquemment érigées sur iceux, et prendre les garanties qui peuvent être jugées nécessaires;

Ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Rodmar Realities Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1947.

L'Assistant-procureur général.

17993

L. DÉSILETS.

Services pour Tous (Incorporée)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Laliberté, agronome, Robert Martel, rentier, et Louis-Roméo Héroux, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les entretiens sociaux et la bonne amitié entre ses membres et les aider de toutes les manières et à atteindre la destination de cette association dans un but national, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, scientifique, artistique, social, professionnel, athlétique et

day of January, 1947, incorporating: David Hodgson Fair, Contractor, of the City of Westmount, Norman Douglas Raymond, salesman, and Nathan Levitsky, barrister, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To purchase and otherwise acquire and hold, either as principal or agent, factor or commission merchant, and absolutely as owner or by way of pledge, collateral security or otherwise, and to import, export, sell, lease, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in metals, woods, plastics, foodstuffs, and the products manufactured therefrom, under the name of "Prudential Factors Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

17992-o

Deputy Attorney General.

Rodmar Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1947, incorporating: Abraham J. Rosenstein, advocate, Harry M. Lazar, merchant, and Elizabeth May Digby, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in building material, under the name of "Rodmar Realities Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares at the par value of \$100, each, and 250 preferred shares at the par value of \$100, each.

The head office of the company will be in the City of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

17993-o

Deputy Attorney General.

Services pour Tous (Incorporée)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Louis Laliberté, agronomist, Robert Martel, annuitant, and Louis-Roméo Héroux, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To promote social relations and good-fellowship amongst its members and assist them in every way to attain the ultimate design of this association from a national, patriotic, religious, philanthropic, charitable, scientific, artistic, social, professional, athletic and sportive view-

sportif, dont le but immédiat sera de donner aux membres une place exclusive et choisie pour se retirer, se reposer et s'entraîner au point de vue intellectuel, social et physique et fournir un endroit choisi où les membres puissent amener leurs amis, sous le nom de "Services pour Tous (Incorporée)".

Les pouvoirs octroyés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$250,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17994-o L. DÉSILETS.

point, the immediate aim being to provide its members with an exclusive and select place of retirement and rest where they may train from an intellectual, social and physical viewpoint and provide select premises where the members may bring their friends, under the name of "Services pour Tous (Incorporée)".

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill combined;

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
17994 Deputy Attorney General.

S. Lazarus Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1947, constituant en corporation: Samuel Lazarus, pelletier, June Kirlin, Celia Cohen, sténographes, filles majeures, et Susan Charnes, teneuse de livres, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de fourrures, vêtements en fourrure, produits en fourrure, accessoires de fourrure, teindre et traiter la fourrure, faire le commerce de laine, coton, tissus, soieries, toiles et vêtements d'aucune sorte; manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de fourrures, produits en fourrures, vêtements de fourrures, accessoires de fourrures, teindre et préparer la fourrure, faire le commerce de laine, coton, tissus, soieries, toiles et vêtements d'aucune sorte; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, sous le nom de "S. Lazarus Inc."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 4000 actions, dont 2500 seront des actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et le reste sera composé de 1500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
17995 L. DÉSILETS.

Sucrier Kébec Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1947, constituant en corporation: Paul-H. Lévesque, Marcel Lajeunesse, avocats, et Alcide Grenon, comptable, tous de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à planter, cultiver, faire croître, produire, posséder, acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1947, incorporating: Samuel Lazarus, furrier, June Kirlin, Celia Cohen, stenographers, spinsters, and Susan Charnes, bookkeeper, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of furs, fur garments, fur products, fur accessories, fur dyeing and dressing, wool, cotton, fabrics, silks, linens and clothing of every sort; to manufacture, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with furs, fur products, fur garments, fur accessories, fur dyeing and dressing, wool, cotton, fabrics, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, under the name of "S. Lazarus Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000, divided into 4000 shares, of which 2500 preferred shares having a par value of \$10, each, and the balance shall be 1500 common shares having a par value of \$10, each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
17995-o Deputy Attorney General.

Sucrier Kébec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1947, incorporating: Paul-H. Lévesque, Marcel Lajeunesse, advocates, and Alcide Grenon, accountant, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of planting, cultivating, growing, producing, owning, buying, selling, manufacturing, importing, exporting and dealing

et faire le commerce de cacao, chocolat, accessoires de confiserie sous toutes leurs formes et procédés de fabrication, confiseries, biscuits, bonbons et autres marchandises dans lesquelles le sucre ou la farine forme une partie; et agir comme agents pour l'achat ou la vente de tous ces articles, objets et marchandises, sous le nom de "Sucrerie Kébec Limitée", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17996

L. DÉSILETS.

in cocoa, chocolate, confectioneries supplies in all forms and processes of manufacture, confectionery, biscuits, candy and other goods of which sugar or flour forms a part; and to act as agents for the purchase or sale of any such goods, wares and merchandise, under the name of "Sucrerie Kébec Limitée", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1947.

17996-o

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Thetford Industrial Clinic Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize janvier 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Mitchell Weldon, William Mitchell et Stuart Bowman Ralston, tous avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

L'amélioration des conditions sanitaires et la détermination de standards de bonne condition physiques, maux, blessures et désordres de toutes sortes et descriptions, comprenant, mais sans limiter ou restreindre la généralité des précédents, faire des recherches se rapportant à la maladie connue sous le nom de pneumoconiose, répandre les connaissances et renseignements s'y rapportant et établir, entretenir et exploiter des hôpitaux, sanatoria, départements chirurgicaux, dispensaires et cliniques pour l'examen de personnes saines ou non et le traitement des patients, sous le nom de "Thetford Industrial Clinic Inc."

Le montant total en valeur des biens immobiliers qui peut, en aucun temps et de temps en temps, être possédé par la corporation n'excédera pas la somme de cinq cent mille dollars (\$500,000).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Thetford Mines, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17997

L. DÉSILETS.

Thetford Industrial Clinic Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1947, incorporating without share capital: Arthur Mitchell Weldon, William Mitchell and Stuart Bowman Ralston, all Advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

The improvement of health conditions and the determination of standards of physical fitness through the study, prevention, treatment and cure of physical diseases, sicknesses, injuries and disorders of all kinds and descriptions, including but without in any way limiting or restricting the generality of the foregoing, research in connection with the disease known as pneumoconiosis, the dissemination of knowledge and information with respect thereto and the establishment, maintenance and operation of hospitals, sanatoria, surgical departments, dispensaries and clinics for the examination of persons, healthy or unhealthy, and the treatment of patients, under the name of "Thetford Industrial Clinic Inc."

The total aggregate amount in value of the immoveable property which may at any time and from time to time be owed by the corporation shall not exceed the sum of five hundred thousand dollars (\$500,000.).

The head office of the Corporation will be at the City of Thetford Mines, District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1947.

17997-o

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Town Talk Dress Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois janvier 1947, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard Diamond et Bernard S. Mergler, avocats, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou négocier et faire le commerce, soit comme mandants ou agents et à commission ou autrement, et manufacturer des robes pour dames, femmes et enfants, rideaux, marchandises sèches, nouveautés, fournitures de maison, draperies, vêtements, chaussures, ornements et appareils de maison et faire un commerce de marchandises générales, de courtage, d'agents de vente et d'intermédiaires pour des articles, objets et marchandises négociés par la compagnie,

Town Talk Dress Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1947, incorporating: Louis Orenstein, Bernard Diamond and Bernard S. Mergler, advocates, of the City of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or deal in and with, either as principals or agents and upon commission or otherwise and to manufacture ladies', women's and children's dresses, curtains, dry-goods, novelties, home furnishings, drapes, clothing, footwear, ornaments and home appliances and to do a general merchandise, brokerage, selling agents' and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the company, under the name of "Town Talk Dress Co. Ltd."

sous le nom de "Town Talk Dress Co. Ltd.", avec un capital de \$40 000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17998

L. DÉSILETS.

Vipond Coal Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un janvier 1947, constituant en corporation: Clarence Vipond, marchand, Gemma Gauvin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Maurice Mercier, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands et commerçants de charbon, bois, combustible, huile et autres substances d'aucune nature susceptibles d'être utilisées pour des fins de combustion ou de chauffage et des dérivés et sous-produits d'iceux, et de marchands et agents pour l'achat et la vente de tous genres d'outillage de chauffage et d'énergie motrice et d'appareils pour le chauffage ou pour la consommation de combustible, comprenant, mais sans limiter la généralité des précédents, des brûleurs à l'huile, fournaies, bouilloires, briques à feu, matériaux isolants, tuyaux, moteurs, ré-ervoirs, outillage et accessoires de plomberie et d'électricité, thermostats et autres appareils et accessoires de contrôle à distance, sous le nom de "Vipond Coal Company Limited", avec un capital de \$10 000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et un janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

17999

L. DÉSILETS.

Wilson Equipment Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois janvier 1947, constituant en corporation: Samuel Edgar Schwisberg, C.R., Cyril Edgar Schwisberg, avocats, et Ethel Edgar Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, exporter et importer et acheter et vendre, en gros et en détail, tous genres et sortes de machinerie, outillage et accessoires et entreprendre et négocier et faire le commerce de toutes affaires et entreprises y relatives, accessoires et/ou y connexes, sous le nom de "Wilson Equipment Co. Ltd.", avec un capital de \$20 000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 par action et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 par action.

Le nombre des actionnaires sera limité à 10.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18000

L. DÉSILETS.

with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100. each, and 150 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

17998-o

Deputy Attorney General.

Vipond Coal Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1947, incorporating: Clarence Vipond, merchant, Gemma Gauvin, secretary, spinster, both of Montreal, and Maurice Mercier, advocate, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants and dealers in coal, wood, fuel, oil and other substances of any nature capable of being used for fuel or heating purposes, and the derivatives and by-products thereof, and of dealers and agents for the purchase and sale of all types of heating and power equipment and devices for heating or for the consumption of fuel, including, but without limiting the generality of the foregoing, oil-burners, furnaces, boilers, fire-bricks, insulating materials, pipes, motors, tanks, plumbing and electrical equipment and supply, thermostats and other remote-control devices and accessories, under the name of "Vipond Coal Company Limited," with a capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

17999-o

Deputy Attorney General.

Wilson Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1947, incorporating: Samuel Edgar Schwisberg, K.C., Cyril Edgar Schwisberg, advocates, and Ethel Edgar Schwisberg, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, to export and import, and to buy and sell wholesale and retail, all manner and types of machinery, equipment and supplies and to engage and deal in and with all business and enterprises ancillary, accessory and/or allied thereto, under the name of "Wilson Equipment Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100. per share and 150 preferred shares of a par value of \$100. per share.

The number of shareholders shall be limited to 10.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

18000-o

Deputy Attorney General.

Lettre patente supplémentaire

Supplementary Letter Patent

Montreal Debenture Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 janvier 1947, confirmant un compromis ou arrangement entre la compagnie "Montreal Debenture Corporation" et ses actionnaires, lequel compromis ou arrangement a été dûment sanctionné par l'Honorable Juge Casgrain de la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, par jugement rendu le 3 janvier 1947, et lequel compromis ou arrangement se lit en substance comme suit:

"(a) Les droits des détenteurs des actions privilégiées en cours de la compagnie seront limités et restreints et consisteront seulement et exclusivement au droit de recevoir à la distribution, sur remise pour annulation des certificats représentant les actions privilégiées de la compagnie détenues par eux respectivement, des actions privilégiées Interprovincial entièrement acquittées sur la base de l'action privilégiée Interprovincial pour chaque action privilégiée de la compagnie.

(b) Les droits des détenteurs des actions ordinaires en cours de la compagnie seront limités et restreints et consisteront seulement et exclusivement au droit de recevoir à la distribution, sur remise pour annulation des certificats représentant les actions ordinaires de la compagnie détenues par eux respectivement, des actions ordinaires Interprovincial entièrement acquittées sur la base de l'action ordinaire Interprovincial pour chaque action ordinaire de la compagnie.

Les certificats représentant ces actions privilégiées Interprovincial et actions ordinaires Interprovincial seront émis par Interprovincial aussitôt qu'il sera raisonnablement possible après que ce compromis ou arrangement sera devenu effectif et seront livrés de temps en temps sur remise des certificats représentant les actions privilégiées ou les actions ordinaires de la compagnie, selon le cas, détenues par les détenteurs d'icelles respectivement.

Dans le cas où tous certificats représentant des actions privilégiées ou des actions ordinaires de la compagnie ne sont pas ainsi remis le ou avant le 1er juillet 1949, les actions privilégiées et ordinaires de Interprovincial, auxquelles ont droit les détenteurs de ces certificats non-remis, seront vendues par la compagnie (ou par le syndic, s'il y en a un, nommé par la compagnie pour détenir et distribuer ces actions privilégiées et ordinaires Interprovincial) de telle manière, pour telle considération et sujet aux termes et conditions que les directeurs de la compagnie (ou ce syndic) peuvent déterminer de temps en temps et le produit net provenant de cette vente, avec ensemble tous dividendes (moins les taxes retenues, s'il y en a) sur ces actions privilégiées et/ou ordinaires Interprovincial reçus par la compagnie (ou par le syndic), sera retenu par la compagnie (ou par le syndic) pour le bénéfice proportionnel des détenteurs de ces certificats qui n'ont pas été remis auparavant et payé aux personnes qui en sont bénéficiaires, suivant leurs droits respectifs sur remise de ces certificats de la compagnie, et en se conformant à tels autres termes et conditions que la compagnie (ou le syndic) peut déterminer de temps en temps."

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18001 JEAN BRUCHÉSI.

Montreal Debenture Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, confirming a Compromise or Arrangement between "Montreal Debenture Corporation" and its Shareholders, which Compromise or Arrangement was duly sanctioned by the Honourable Mr. Justice Casgrain, of the Superior Court of the Province of Quebec, District of Montreal, by Judgement rendered on the 3rd day of January, 1947, and which Compromise or Arrangement, in substance, reads as follows:

"(a) The rights of the holders of the Outstanding Preferred Shares of the Company shall be limited and restricted to and shall consist solely and exclusively of the right to receive upon distribution, against surrender for cancellation of the certificates representing the Preferred Shares of the Company held by them respectively, fully paid Interprovincial Preferred Shares upon the basis of 1 Interprovincial Preferred Share for each Preferred Share of the Company.

(b) The rights of the holders of the Outstanding Common Shares of the Company shall be limited and restricted to and shall consist solely and exclusively of the right to receive upon distribution, against surrender for cancellation of the certificates representing the Common Shares of the Company held by them respectively, fully paid Interprovincial Common Shares upon the basis of 1 Interprovincial Common Share for each Common Share of the Company.

Certificates representing such Interprovincial Preferred Shares and Interprovincial Common Shares shall be issued by Interprovincial as soon as reasonably possible after this Compromise or Arrangement shall have become effective and shall be delivered from time to time upon surrender of the certificates representing the Preferred Shares or the Common Shares of the Company, as the case may be, held by the holders thereof respectively.

In the event that any certificates representing Preferred Shares or Common Shares of the Company are not so surrendered on or before July 1st, 1949 the Preferred and Common Shares of Interprovincial to which the holders of such non-surrendered certificates are entitled, shall be sold by the Company (or the trustee, if any, appointed by the Company to hold and distribute such Interprovincial Preferred and Common Shares) in such manner, for such consideration and upon and subject to such terms and conditions as the Directors of the Company (or such trustee) may from time to time determine and the net proceeds received upon such sale, together with any dividends (less withholding taxes, if any) upon such Interprovincial Preferred and/or Common Shares received by the Company (or such trustee) shall be held by the Company (or such trustee) for the proportionate benefit of the holders of such certificates not theretofore surrendered and paid to the persons beneficially entitled thereto in accordance with their respective rights against surrender of such certificates of the Company, and upon compliance with such other terms and conditions as the Company (or such trustee) may from time to time determine."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18001 o Under Secretary of the Province.

Action en séparation de corps et de biens

AVIS

Canada, Province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure N° 11809, Dame Eugénie Boily-Bouchard, épouse contractuellement séparée de biens de J.-A. Bouchard, commerçant de Saint-Joseph d'Alma, a formé contre son mari une demande en séparation de corps.

Roberval, St-Joseph d'Alma, 4 février 1947.

18002-o Le Procureur de la demanderesse,
J. VICTORIEN TREMBLAY.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Roberval, Superior Court, No. 11809, Dame Eugénie Boily-Bouchard, wife separate as to property by marriage contract of J. A. Bouchard, trader, of Saint-Joseph d'Alma, has taken an action against her husband for separation as to bed and board.

Roberval, St-Joseph d'Alma, February 4, 1947.

18002 J. VICTORIEN TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 328

Québec, le 20 février 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 639 du 21 février 1946, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec, soit prolongé pour une période de trois (3) mois à compter du 2 mars 1947.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

18015-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 328

Québec, le 20 février 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux fonctionnaires municipaux de la cité de Sherbrooke.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2439 du 20 juin 1946, relatif aux fonctionnaires municipaux de la cité de Sherbrooke, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

(Document "B" annexé à l'arrêté).

18016-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 328

Quebec, February 20, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING the extension of the decree relating to the furniture industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 639, of February 21, 1946, relating to the furniture industry in the Province of Quebec, be extended for a period of three (3) months from March 2, 1947.

(Document "A" annexed to the order-in-council).

18015-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 328

Quebec, February 20, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the municipal office employees of the City of Sherbrooke.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the decree number 2439, of June 20, 1946, relating to the municipal office employees of the City of Sherbrooke, be annulled and repealed for all the purposes of the law.

(Document "B" annexed to the order-in-council).

18016-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 328

Québec, le 20 février 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés du département des incendies de la cité de Sherbrooke.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1546 du 27 avril 1945, relatif aux employés du département des incendies de la cité de Sherbrooke, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

(Document "C" annexé à l'arrêté).

18017-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 329

Québec, le 20 février 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Martel & Bellerose, Choquette & St-Amand, Sévère Mayrand, Eddie Bachand, Raymond St-Amand, Emile Marchand, Paul Lemieux, Robert & Gamache Enrg., Germain Dextraze, Alphonse Roy, Hormidas Perron, Léopold Tanguay, J.-A. Pelletier, Roger Georges, Labelle Electric Reg'd, Marchand & Thuot, Albert L'Écuyer, René Grenier, Industrial Electric Service Reg'd, Wilfrid Bergeron, Barrière & Dextraze, Eusèbe Berger Cie Ltée, André Mercier, Desrochers & Berger, Bernard Bisailon, R. Beaudry & Fils.

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique National de la Construction de St-Jean, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 janvier 1947;

ATTENDU que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 328

Quebec, February 20, 1947

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the employees of the Fire Department of the City of Sherbrooke.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 1546, of April 27, 1945, relating to the employees of the Fire Department of the City of Sherbrooke, be annulled and repealed for all the purposes of the law.

(Document "C" annexed to the order-in-council).

18017-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 329

Quebec, February 20, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the construction industry in the City of St. John and the Town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Martel & Bellerose, Choquette & St-Amand, Sévère Mayrand, Eddie Bachand, Raymond St-Amand, Emile Marchand, Paul Lemieux, Robert & Gamache Enrg., Germain Dextraze, Alphonse Roy, Hormidas Perron, Léopold Tanguay, J.-A. Pelletier, Roger Georges, Labelle Electric Reg'd, Marchand & Thuot, Albert L'Écuyer, René Grenier, Industrial Electric Service Reg'd, Wilfrid Bergeron, Barrière & Dextraze, Eusèbe Berger Cie Ltée, André Mercier, Desrochers & Berger, Bernard Bisailon, R. Beaudry & Fils.

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique national de la Construction de St-Jean" pour les employeurs et les employés de l'industrie et les métiers concernés, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 11, 1947;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 janvier 1947.

I. Jurisdiction professionnelle et industrielle:

a) Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles, exécutés par les salariés qu'il régit. Il s'applique entre autre à tous les travaux de bâtisses, d'immeubles, échafaudages, pavages de rues et de routes, chemins, ponts, barrages, rues, quais, trottoirs, nivellement et terrassement, murs de soutènement, égouts, viaducs, aéroports, terrains d'atterrissage, tunnels, puits, canaux, écluses, aqueducs, clôtures, tours, système de plomberie, système de chauffage, installation électrique et à tout autre travail de même nature ou connexe.

b) Le décret s'applique à tout travail assujéti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173) ainsi qu'à tout travail exécuté à l'intérieur et à l'extérieur de la boutique, en regard de toute installation de tuyaux à gaz, huile, air, gazoline ou de systèmes hydrauliques, fixes ou mobiles, pour quelque fin que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment et nécessitant l'habileté et la compétence d'un mécanicien en tuyauterie, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de tout système de plomberie ou de chauffage.

Il s'applique à l'assemblage et au montage des fournaies, bouilloires et appareils s'y rapportant.

c) Toutefois, le présent décret ne régit pas les salariés permanents tels que définis par la Loi de la convention collective.

d) Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujéties au présent décret, lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

Disposition spéciale: Nonobstant toute autre disposition les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujéties aux dispositions du présent décret pour ce qui concerne les travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réparation, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égouts, de pavages, de trottoirs et autres travaux de même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux contracteurs ou aux sous-contracteurs qui exécuteront les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte des dites cités, villes ou corporations municipales.

II. Jurisdiction territoriale: La jurisdiction territoriale du décret comprend la cité de St-Jean, la ville d'Iberville et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

Elle comprend aussi tout autre endroit des comtés de St-Jean, d'Iberville et de Napierville, lorsqu'il s'agit de travaux de construction dont le coût, salaire et matériaux compris, s'élève à dix milles dollars (\$10,000.) ou plus.

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 11, 1947.

I. Professional and industrial jurisdiction.

a) The present decree applies to all works pertaining to construction, building and engineering, including works pertaining to installation, rebuilding, repairing, maintenance, demolishing, moving of buildings performed by the employees it governs. It shall apply, among other things, to all operations pertaining to buildings, properties, scaffolding, the paving of highways, roads, bridges, dams, streets, wharves, sidewalks, levelling and earthwork, retaining walls, sewers, viaducts, airports, landing fields, tunnels, wells, canals, lock-gates, aqueducts, culverts, conduits, fences, towers, plumbing and heating systems, electrical installations, and to any other work of the same nature or related thereto.

b) The decree applies to, and is effective in, all work executed governed by the Pipe Mechanics Act (Chapter 173 R.S.Q. 1941) and applies to all work, whether inside or outside the shop, and to all pipe including gas, oil, air, gasoline and hydraulic pipe installations, whether movable or immovable, with in or outside a building, for whatever use, requiring the ability and skill of a pipe mechanic including the installation the repair, the maintenance or the renovation of any new or existing plumbing or heating system.

It applies to the assembling and erecting of furnaces, boilers and equipment in connection with same.

c) However, the present decree does not apply to the permanent employees, as defined by the Collective Agreement Act.

d) Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

Special provision: Notwithstanding any other provision, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch, also, as construction, repair, rebuilding or maintenance operations on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar works performed on their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same work on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations.

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree includes the city of St. John, the town of Iberville and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from their limits.

It also includes any other locality in the counties of St. John, Iberville and Napierville in the case of operations amounting to, including wages and material, ten thousand dollars (\$10,000.) or more.

III. Taux de salaires minima: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés.

Métiers:	Taux horaires
Briqueleur, plâtrier, (travaux ordinaires ou d'ornementation) maçon, y compris le tailleur sur le chantier, poseur de blocs de ciment, tireur de joints.	\$ 0.90
Finisseur de ciment	0.90
Calfats	0.85
Charpentier, menuisier, mécanicien dans la construction, y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, "weather-strips", bardeaux (bois ou amiante ou composition), divisions en acier et d'ameublement, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles), tout papier composition, y compris le posage de plancher en bois, d'amiante gaufrée et l'assemblage de maisons préfabriquées	0.85
Limeur de scies	0.85
Gratteur, polisseur, sableur de plancher — à la main ou à la machine	0.85
Poseur de lattes en bois ou en métal	0.85
Electricien — compagnon	0.90
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapissier, vernisseur de plancher	0.80
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie:	
Compagnon	0.90
Compagnon junior	0.80
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité)	0.90
Poseur de brûleurs à l'huile	0.90
Ajusteur de gicleurs	0.90
Mécanicien en isolement de tuyauterie	0.90
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement de tuyauterie	0.90
Ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur (boutique ou extérieur)	0.90
Couvreur-ardoise, tuile	1.06
Couvreur-composition, gravier, sable, asphalte	0.85
Homme de chaudière	0.60
Manœuvre, porteur d'oiseau	0.60
Journalier (ouvrier non qualifié)	0.60
Gréeur	0.80
Préposé aux compresseurs	0.75
Chauffeur de camion	0.65
Charretier	0.60
Préposé au malaxeur à vapeur ou au gros malaxeur à gazoline	0.90
Préposé au malaxeur à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline	0.60
Poseur d'acier d'armature	0.85
Poseur de liège isolateur	0.80
Finisseur de plancher en mastic	0.78
Poseur de plancher en mastic	0.95
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	0.84
Poseur de tuile en asphalte	0.78
Chauffeur (construction)	0.60
Poseur de terrazzo	1.06
Préposé aux machines à polir le terrazzo:	
Machine à sec	0.95
Machine à l'eau	0.76
Poseur de marbre	1.17
Poseur de tuile	1.06
Mécanicien de machines fixes ou mobiles	0.75
Conducteur de monte-charge	0.60
Foreur et poudrier	0.80
Machiniste	0.80
Forgeron sur chantier	0.80
Préposé aux grues	1.00
Préposé aux pelles mécaniques	0.90

III. Minimum rates of wages: The following minimum wage rates shall be paid.

Trades	per hour
Bricklayer, plasterer (ordinary or ornamental operations), mason including the cutter on the field, cement blocks layer, joint pointer	\$ 0.90
Cement finisher	0.90
Caulker	0.85
Carpenter, joiner, millwright (construction), including the following operations: concrete forms (shop or field), setting or laying of screens (wood or metal), framework, windows, weatherstrips, shingles (wood, asbestos or composition), steel furniture and partitions such as counters and shelves (fixed or moveable), any composition paper, including the laying of wood floor and corrugated asbestos layer, the erection of prefabricated houses.	0.85
Saw filer	0.85
Floor scraper, polisher, sander — hand or machine	0.85
Lather — wood or metal	0.85
Journeyman electrician	0.90
Painter, spraying-machine operator, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher	0.80
Plumber, steamfitter, pipe mechanic:	
Journeyman	0.90
Junior journeyman	0.80
Pipe welder (acetylene or electric)	0.90
Employee committed to the installation of oil burners	0.90
Sprinkler fitter	0.90
Pipe insulation worker	0.90
Asbestos coverer other than pipe insulation mechanics	0.90
Sheet-metal worker and tinsmith-roofer (shop or outside work)	0.90
Roofer — slate, tile	1.06
Roofer — Composition, gravel, sand, asphalt	0.85
Boilerman	0.60
Labourer, hod carrier	0.60
Labourer (common worker)	0.60
Rigger	0.80
Compressor operator	0.75
Truck driver	0.65
Carter	0.60
Steam mixer operator or large gasoline mixer operator	0.90
Electric mixer operator or small gasoline mixer operator	0.60
Reinforcing steel erector	0.85
Cork insulation layer	0.80
Mastic floor finisher	0.78
Mastic floor layer	0.95
Kettleman (flooring only)	0.84
Asphalt tile layer	0.78
Fireman (construction)	0.60
Terrazzo layer	1.06
Terrazzo polishing machine operator:	
Dry polishing	0.95
Water polishing	0.76
Marble layer	1.17
Tile layer	1.06
Stationary or portable engine man	0.75
Freight elevator operator	0.60
Drill and powder man	0.80
Machinist	0.80
Blacksmith on job	0.80
Crane operator	1.00
Shovel operator	0.90

Conducteur de tracteur	0.70	Tractor operator	0.70
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	0.70	Roller operator (steam or gasoline)	0.70
Conducteur de "Bulldozer"	0.70	Bulldozer operator	0.70
Conducteur de niveleuse	0.70	Grader operator	0.70
<i>par semaine</i>		<i>per week</i>	
Vérificateur de matériel et pointeur	30.50	Material checker and time-keeper	\$30.50
<i>Taux horaires</i>			

Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4^{ème} classe, (sans limite de la durée journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)..... 0.78

Gardien sur chantier (nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)..... 0.40

Chauffeur de bouilloire, devant posséder un certificat de 4^{ème} classe.... 0.78

Porteur d'eau 0.60 |

Ratasseur d'asphalte 0.70 |

Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte 0.65 |

Préposé à la canalisation, mateur et soudeur..... 0.65

IV. a. Les journaliers peuvent être préposés au malaxeur à gazoline.

b. Les frais de déplacement des salariés envoyés en dehors de la cité de St-Jean et de la ville d'Iberville, sont à la charge de l'employeur sans pour cela que leur salaire soit réduit.

Les frais de pension doivent également être payés si les salariés ne sont pas ramenés chaque soir dans les dites cité et ville.

c. Toutes les catégories de salariés employés temporairement à un autre travail doivent continuer à recevoir le taux de salaire de leur propre catégorie ou de leur propre métier.

d. Travaux de peinture et de décoration: Tout ouvrage préparatoire fait par des peintres et décorateurs est sujet aux taux de salaires minima établis pour ces métiers.

e. Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu.

f. Dans tous les métiers où un matériel autre que le produit régulier et reconnu est utilisé, comme par exemple une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise, ou argile, ou plastic, le taux du métier approprié doit s'appliquer.

g. Si deux (2) salariés ou plus du même métier travaillent sur le même chantier, le salarié qui a la charge d'exécuter les travaux, doit exiger du propriétaire de ce chantier un taux horaire de salaire excédant d'au moins dix cents (\$0.10) le taux horaire du ou des métiers concernés.

V. Dispositions particulières concernant l'industrie du fer structural les métiers de mécanicien de machines génératrices à vapeur, de chaudronnier et de soudeur.

a. Fer structural: Toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant l'installation ou fabrication de fer structural, de réservoirs et autres travaux avec métal laminé et l'installation de bouilloires et réservoirs portatifs, est rémunérée au taux horaire minimum d'un dollar et onze cents (\$1.11)

Toute démolition de fer structural et de métal laminé est rémunérée au même taux que l'installation.

Toutefois, l'installation de réservoirs et de bouilloires portatives de moins de deux (2) tonnes est considérée comme du travail de gréage et rémunérée au taux horaire minimum de soixante-dix-huit (\$0.78) cents.

Il ne peut y avoir qu'un apprenti par cinq (5) travailleurs en fer structural employés sur tout

Watchman, employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without limitation of the daily hours of work — weekly maximum of 72 hours)..... 0.78

Watchman on job (night and day, without limitation of the daily hours of work, weekly maximum of 72 hours)..... 0.40

Boiler fireman, required to hold a 4th class certificate 0.78 |

Water carrier 0.60 |

Asphalt raker 0.70 |

Men committed to the ramming, smoothing and spreading of asphalt 0.65 |

Men committed to the piping, caulkers and welders 0.65 |

IV. a) Labourers may be gasoline mixer operators

b) Travelling expenses of employees sent outside the City of St. John and the Town of Iberville shall be paid by the employer without wage deduction.

Board shall also be paid by the employer when the employees are not taken back every night in the said city and town.

c) All categories of employees temporarily committed to another operation shall continue to receive the wage rate of their own category or of their own craft.

d) Painting and decorating: All preparatory work done by painters and decorators shall be subject to the minimum wage rate established for those trades.

e) All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece work or labour contract basis, or for a fixed price, are invalid and are forbidden.

f) In all trades where any other material is erected in place of the regular and recognized commodity such as, for instance, a glass brick for a brick of clay or shale — the appropriate trade wage shall apply.

g) When two (2) or more workers of the same trade work in the same yard, that worker entrusted with the execution of the work shall require from the owner of the yard an hourly wage rate exceeding by at least ten cents (\$0.10) the hourly rate of the trade or trades concerned.

V. Particular provisions concerning the structural steel industry, steam generator mechanic, welder and boiler maker trades:

a) Structural steel: All operations performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank and other plate work and the installation of portable boilers and tanks shall be remunerated at a wage rate of not less than one dollar and eleven cents (\$1.11).

The demolition or dismantling of structural steel and plate work shall bear the same rate as the erection thereof.

However, the installation of portable tanks and boilers under two tons in weight is to be considered in the "rigging" class and remunerated at a wage rate of not less than seventy-eight (\$0.78) cents per hour.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every five (5) structural iron

chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à cinq (5).

b. Machines génératrices à vapeur: Etendue du travail: Le travail du mécanicien de machines génératrices à vapeur comprend toute opération relative au montage de toute machinerie employée pour la production de force motrice, au moyen de vapeur ou de combustion; il comprend également, sans enfreindre les lignes générales tracées ci-haut, le montage des structures en acier, le posage d'accessoires sur des bases ou supports, le posage ou le roulage de conduits, l'installation et l'alignement d'accessoires à mouvement alternatif ou rotatif, tels que les éventails, les moteurs, les pompes, les pulvérisateurs, les brûleurs, etc., et le posage et l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Les aides peuvent aider ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils doivent toujours travailler sous la surveillance d'un mécanicien expérimenté. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide pour chaque mécanicien employé.

Le démontage des accessoires ci-haut mentionnés pour fins de réinstallation rapporte le même taux que le montage.

Toutefois, les présentes dispositions ne s'appliquent pas auxdits travaux exécutés sur les systèmes de chauffage direct à l'eau chaude.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffage est de vingt (20) pieds ou moins, ont droit à un salaire horaire de \$0.89 cents et leur durée de travail est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, sans limitation journalière. Les aides sont rémunérés à raison de \$0.67 cents l'heure. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

c) Chaudronnier: Le travail du chaudronnier comprend, sans enfreindre les dispositions des paragraphes "a" et "b" du présent article, la fabrication de conduits d'échappement de fumée, de trémies, de soutes à charbon, de chargeurs automatiques (conveyors), de réservoirs et d'autre métal laminé.

Dans cette catégorie, il y a un (1) aide par cinq (5) ouvriers qualifiés.

d) Taux de salaires: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Taux horaires
Peintre (fer structural)	\$ 1.00
Monteur et soudeur de fer structural (toutes catégories)	1.11
Chaudronnier, monteur, mécanicien de machines génératrices à vapeur et soudeur	1.11
Aide chaudronnier, monteur et mécani- cien de machines génératrices à va- peur et soudeur	0.84

e) Apprentissage: Le salaire des apprentis est le suivant par rapport aux taux mentionnés ci-haut:

1ère année	50%
2ième année	85%

VI. Durée régulière de travail: a) Avec les exceptions ci-après spécifiées, les heures de travail des ouvriers de métier qualifiés sont de huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de quatre (4) heures, réparties entre 8.00 a.m. et midi le samedi, le tout devant cons-

workers employed on any job, or one apprentice when the number of structural iron worker employed is less than five (5).

b) Steam generation: Scope of work: The operations of steam generator mechanics shall comprise all work involved in the erection of all equipment used in the generation of steam and (or) fuel burning and, without impairing the foregoing generality, shall include such work as the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting or rolling of tubes, the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment, such as fans, motors, pumps, pulverizers, burners, etc., and the fitting and assembling of all pressure and non-pressure parts.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but shall, at all times, work under the supervision of a skilled mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work may be one to one.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof, for the purposes of reinstallation, shall bear the same rate as erection.

However, these provisions do not apply to work performed on direct water-heating systems.

Notwithstanding the foregoing provisions, workers doing the installation of stokers in furnaces with a horizontal heating surface of twenty (20) feet and less, shall be entitled to an hourly rate of \$0.89, and their weekly duration of labour shall be fifty-five (55) hours without daily limitation; their helpers shall receive \$0.67 per hour. In this category, the ratio of helpers to skilled workers may be one to one.

c) Boiler-makers: The operations of boiler-makers shall include, without impairing the provisions of subsections "a" and "b" of this section, the erection of steel smoke-stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work.

The ratio of helpers in this category of work shall be one (1) to five (5) mechanics.

d) Rates of wages: The following are the minimum rates of wages for each one of the trades hereafter mentioned:

Trades:	Hourly rates
Painter (structural iron)	\$ 1.00
Structural iron erector and welder (all categories)	1.11
Boiler-maker, welder, steam genera- tor mechanic and erector	1.11
Boiler-maker's, welder's and steam ge- nerator mechanic's and erector's help- er	0.84

e) Apprenticeship: The wages of the apprentices are the following with regard to the rates hereabove mentioned:

1st year	50%
2nd year	85%

VI. Regular duration of work: a) With the exceptions hereafter specified, the duration of work of qualified tradesmen consists of eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and of four (4) hours, distributed between 8.00 a.m. and

tituer une durée maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine.

b) La durée maximum du travail des journaliers (ouvriers non-qualifiés) est de neuf (9) heures par jour les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et de cinq (5) heures le samedi, le tout devant constituer une durée de cinquante (50) heures par semaine.

c) Les préposés aux pelles et les préposés aux sonnettes (pile driver) de même que leurs compagnons de travail, les conducteurs d'attelage, les préposés au transport général, au charroirage et au remorquage, vu la nature saisonnière de leur travail, peuvent être employés sur une base maximum hebdomadaire de cinquante-cinq (55) heures, sans limitation quotidienne de la durée de travail.

Les taux pour le travail supplémentaire ne sont exigibles que pour le travail exécuté en plus de ce nombre d'heures.

d) En raison de la nature de leur travail, les poseurs de planchers en mastic, les finisseurs de ciment et les poseurs de terrazzo ne sont pas sujets à aucune heure spécifiée de commencement et de fin de travail.

e) *Construction de routes:* Vu que la construction de routes a un caractère saisonnier, les équipes de salariés y travaillant sont employés sur une base maximum hebdomadaire de soixante (60) heures, sans limitation quotidienne de la durée de travail.

Les taux pour travail supplémentaire ne sont exigibles que pour le travail exécuté en plus de ce nombre d'heures.

Note: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée du travail demeure soumise à la Loi de la limitation des heures de travail (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 165) et aux arrêtés ministériels pris en exécution de cette loi.

VII. Les heures ci-dessus mentionnées sont basées sur l'heure normale ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

VIII. Le système de la double équipe ou de l'équipe supplémentaire n'est pas sujet aux prescriptions relatives à l'aménagement des heures de travail. La durée du travail ne doit cependant pas excéder huit (8) heures par jour ou quarante-quatre (44) heures par semaine dans le cas des ouvriers qualifiés et neuf (9) heures par jour et cinquante (50) heures par semaine dans le cas des journaliers. Telles équipes travaillent aux taux réguliers.

IX. Tout travail urgent ou spécial lequel, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté durant la période quotidienne de travail ci-avant mentionné, peut être fait en n'importe quel autre temps de la journée, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé; ce travail est sujet au taux régulier de salaire.

X. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux du salaire payé.

b) Pour les ouvriers qualifiés, le travail supplémentaire consiste en tout travail exécuté en plus de huit (8) heures et en dehors des limites horaires précisées à l'article VI, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et en plus des quatre (4) heures, le samedi.

c) Pour les journaliers (ouvriers non-qualifiés), le travail supplémentaire comprend tout travail fait avant 7.00 a.m. ou après 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi ou

midday on Saturday, the whole to constitute a maximum duration of forty-four (44) hours per week.

b) The maximum duration of work of labourers (common workers) consists of nine (9) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and of five (5) hours on Saturday, the whole to constitute a duration of fifty (50) hours per week.

c) Shovel operators and pile drivers, as well as their fellow-workers, horse drivers, general transport, cartage and haulage employees, due to the seasonal nature of their work, may be employed on a maximum weekly basis of fifty-five (55) hours, without daily limitation of the duration of labour.

Overtime rates are payable only for work performed in excess of this number of hours.

d) Due to the nature of their work, mastic floor layers, cement finishers and terrazzo layers are not subject to any specified starting or finishing time.

e) *Road Construction:* Whereas the construction of roads is seasonal in character, all crews of workmen so engaged shall be employed on a maximum weekly basis of 60 hours, without daily limitation.

Overtime rates shall be exigible only on work performed in excess of that maximum.

Note: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of labour is subject to the Act respecting the limiting of working hours (R.S.Q. 1941, chapter 163) and to the Orders in Council passed under this Act.

VII. The hours above mentioned shall be based on the time in force, either the Eastern Standard Time or the Daylight Saving Time, in the locality where the operations are carried on.

VIII. The double or extra shift system shall not be subject to the provisions relating to the distributing of working hours. This duration shall not however exceed eight (8) hours per day of forty-four (44) hours per week in the case of qualified workmen and nine (9) hours per day and fifty (50) hours per week in the case of labourers. Such shifts shall work at the regular rates.

IX. Any urgent or special work which, for sufficient reason, cannot be performed during the daily working period hereinabove mentioned, may be executed at any other time of the day provided the Joint Committee be notified to that effect; this work shall be paid the regular rates of wages.

X. *Overtime work* a) All overtime work shall be paid at the rate of time and one half in respect of the regular rate.

b) In the case of qualified workers, overtime work consists of any work performed in excess of eight (8) hours and outside the hourly limits fixed in section VI, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and in excess of four (4) hours on Saturday.

c) In the case of common labourers, overtime work includes any work performed before 7.00 a.m. or after 5.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Wednesday, Thursday

avant 7.00 a.m. et après 12.00 (midi) le samedi.

and Friday or before 7.00 a.m. and after 12.00 (noon), on Saturday.

XI. Jours chômés: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et les dimanches doivent être chômés; en cas de nécessité le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux du salaire payé.

XI. Observed holidays: New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Sundays shall be kept as holidays; In urgent cases, work performed during such days shall be remunerated at the rate of double time based on the wages paid.

Apprentissage

Apprenticeship

XII. a) Aucun apprenti, dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés, ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus ou après avoir dépassé 28 ans.

XII. a) No apprentice, in either of the building trades hereinafter mentioned shall begin his apprenticeship before 16 years of age nor after 28 years.

b) Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre tenu spécialement à cette fin par le Comité paritaire des métiers du bâtiment chargé de surveiller l'application du présent décret et dont le siège social est situé à Saint-Jean.

b) All apprentices names shall be inscribed in a register kept specially for that purpose by the Joint Committee of the Building Trades administering the present decree and whose head office is in St. John.

c) Tout employeur professionnel, que ce soit une personne, une association ou une corporation, a le droit d'engager un apprenti dans les métiers de briqueteur, plâtrier, maçon, charpentier, menuisier, peintre, aspergeur, vitrier; de plus, tel employeur professionnel a le droit d'employer un (1) apprenti par cinq (5) compagnons dans les métiers ci-haut mentionnés.

c) Every professional employer, whether a person, an association or a corporation, has the right to hire an apprentice in the trades of brick layer, plasterer, mason, carpenter, joiner, painter, sprayer, glazier; moreover, the said professional employer has the right to hire one (1) apprentice to each five (5) journeymen in the trades above mentioned.

d) Dans l'industrie de la plomberie, du chauffage, de la réfrigération et des gicleurs automatiques, l'employeur a le droit d'employer un (1) apprenti par chaque compagnon ou compagnon junior et pas plus d'un compagnon junior par trois (3) compagnons seniors par boutique.

d) In the plumbing, heating, refrigeration and sprinkler industries, the employer has the right to employ one (1) apprentice to each journeyman junior journeyman, and not more than one junior journeyman to each three (3) senior journeymen per shop.

Lorsqu'il y a cinq (5) compagnons, il peut y avoir deux (2) compagnons juniors et, subseqüemment, un (1) compagnon junior par cinq (5) compagnons additionnels employés.

When five (5) journeymen are employed, there may be two (2) junior journeymen and, subsequently, one (1) junior journeyman to each five (5) additional journeymen employed.

Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu du chapitre 173 des Statuts refondus de Québec 1941.

To ply the pipe mechanic's trade, the apprentice must hold an apprentice certificate issued by the provincial authorities, in accordance with chapter 173 of the Revised Statutes of Quebec 1941.

e) Tout employeur électricien a droit à un apprenti par compagnon électricien. Pour pratiquer le métier d'électricien, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales en vertu du chapitre 172 des Statuts refondus de Québec 1941.

e) Every electrician employer is entitled to one apprentice to each electrician journeyman. To ply the electrician's trade, the apprentice must hold an apprentice certificate issued by the provincial authorities in accordance with chapter 172 of the Revised Statutes of Quebec 1941.

f) Tout employeur dans l'industrie de la ferblanterie a droit à un apprenti pour chaque ferblantier-couvreur et de même à un apprenti pour chaque ouvrier-tôlier.

f) Every employer of the sheet-metal industry is entitled to one apprentice per tinsmith-roofer, and to one apprentice per sheet-metal worker.

g) En ce qui concerne l'industrie des brûleurs à l'huile, l'employeur a droit à un apprenti par compagnon.

g) As for the oil-burner industry, the employer is entitled to one apprentice per journeyman.

h) Un apprenti ne peut travailler sans être accompagné d'un compagnon de son métier.

h) An apprentice shall not work if not accompanied by a journeyman of his trade.

i) Aucun employeur n'est obligé de garder à son service un apprenti dont le travail exécuté n'est pas satisfaisant. L'employeur a aussi le droit de renvoyer l'apprenti si ce dernier donne des preuves évidentes d'une application insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux usages généralement requis des apprentis de métiers.

i) No employer is compelled to keep in his employ an apprentice whose work is not satisfactory. The employer also has the right to dismiss an apprentice when there is evident proof of insufficient care in the execution of the work or when the latter does not abide by the rules generally applied to the apprentices of the trade.

j) La pleine période d'apprentissage est comme suit:

j) The full period of apprenticeship is the following:

Métiers:	Période
Briqueleur	4 ans
Charpentier, menuisier	4 ans
Maçon	4 ans

Trades:	Apprenticeship period
Bricklayer	4 years
Carpenter, joiner	4 years
Mason	4 years

Peintre, aspergeur, vitrier, décorateur, tapissier..... 4 ans

Ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur... 4 ans

Poseur de brûleur à l'huile..... 2 ans

k) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

l) Plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie, ouvrier-tôlier, charpentier-menuisier, électricien et ferblantier-couvreur:

	<i>l'heure</i>
1ère année.....	\$0.50
2ième année.....	0.55
3ième année.....	0.60
4ième année.....	0.70

2. Peintre, aspergeur, vitrier, décorateur, tapissier:

1ère année.....	0.45
2ième année.....	0.50
3ième année.....	0.55
4ième année.....	0.65

3. Briqueteur, maçon et plâtrier:

1ère année.....	0.50
2ième année.....	0.55
3ième année.....	0.60
4ième année.....	0.75

4. Poseur de brûleurs à l'huile:

1ère année.....	0.55
2ième année.....	0.65

l) En ce qui touche la durée du travail régulier ou supplémentaire, les apprentis sont soumis aux mêmes prescriptions que les compagnons de leur métier.

m) L'apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il doit prendre soin des outils et matériaux que l'employeur met à sa disposition.

n) Le travail supplémentaire de l'apprenti est rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire payé.

o) L'employeur doit s'efforcer d'instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent.

p) Les apprentis qui ont fréquenté une école technique ou de métier, doivent recevoir de la part du Bureau des examinateurs du Comité paritaire un crédit proportionné à la durée de leurs études.

XIII. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XIV. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 janvier 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

18052-o

Painter, sprayer, glazier, decorator, paper hanger..... 4 years

Sheet-metal worker and tinsmith-roofer..... 4 years

Oil burner mechanic..... 2 years

k) The following wage rates shall be paid to the apprentices in the following trades:

1. Plumber, steamfitter, pipe mechanic, sheet-metal worker, carpenter, joiner, electrician and tinsmith-roofer:

	<i>per hour</i>
1st year.....	\$0.50
2nd year.....	0.55
3rd year.....	0.60
4th year.....	0.70

2. Painter, sprayer glazier, decorator and paper hanger:

1st year.....	0.45
2nd year.....	0.50
3rd year.....	0.55
4th year.....	0.65

3. Bricklayer, mason and plasterer:

1st year.....	0.50
2nd year.....	0.55
3rd year.....	0.60
4th year.....	0.75

4. Oil-burner mechanic:

1st year.....	0.55
2nd year.....	0.65

l) So far as the duration of regular or overtime work is concerned, apprentices shall be governed by the same provisions as the journeymen of their trade.

m) The apprentice shall render good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take good care of the tools and the material furnished by his employer.

n) Overtime made by an apprentice shall be paid time and one half the wages paid.

o) The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

p) The apprentices who attended a technical or trades school shall receive from the Board of Examiners of the Joint Committee a credit in proportion to the duration of their studies.

XIII. At the time of the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to ensure the enforcement of the previous decree in the territorial jurisdiction determined by the decree, shall remain in office and administer the present decree until a new committee be formed. Such new committee succeeds to the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee, in virtue of the said previous decree.

XIV. *Duration of the decree:* The present decree will come into force the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until January 31, 1948. It then renews itself automatically, from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before January 31 of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

18052-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

A. J. ALEXANDOR FURS LIMITED

Règlement "3A"

A. J. ALEXANDOR FURS LIMITED

By-Law "3A"

(Pour diminuer le nombre des directeurs de cinq à trois) (Reducing number of Directors from five to three)

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois (3) directeurs, chacun desquels, au temps de son élection et pendant la durée de ses fonctions, sera un actionnaire de la compagnie pour le montant d'au moins une (1) action et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelle."

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of three (3) Directors, each of whom at the time of his election and throughout the term of his office shall be a Shareholder in the Company to the amount of at least one (1) share and not in arrears in respect to any calls thereon."

Copie conforme certifiée du règlement No 3A tel que décrété par les directeurs de la compagnie A. J. Alexandor Furs Limited, à une assemblée du bureau de direction dûment convoquée et tenue en la cité de Montréal le 7 février 1947, et subséquemment approuvé, ratifié, sanctionné et confirmé par le vote unanime des actionnaires à une assemblée dûment convoquée et tenue le même jour.

Certified a true copy of By-law No. 3A as enacted by the Directors of A. J. Alexandor Furs Limited, at a meeting of the Board of Directors duly called and held in the City of Montreal, on the 7th day of February, 1947, and subsequently approved, ratified, sanctioned and confirmed by the unanimous vote of the shareholders at a meeting duly called and held on the same day.

Le Secrétaire-trésorier,
DAVID GOODMAN.

DAVID GOODMAN,
Secretary-Treasurer.

18003

18003-o

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

Extrait des minutes de la séance du conseil d'administration du "Crédit Foncier Franco-Canadien" du 20 décembre 1946.

Excerpt from the meeting of the Board of Directors of "Crédit Foncier Franco-Canadien" of December 20, 1946.

"D'accord avec le Comité de Paris, le Conseil adopte le règlement suivant pour porter de 11 à 12 le nombre des Administrateurs de Crédit Foncier Franco-Canadien:

"In accordance with the Paris Committee, the Board adopts the following By-law increasing from 11 to 12 the number of the Directors of the "Crédit Foncier Franco-Canadien";

Jusqu'à ce qu'il en soit autrement pourvu, le Conseil d'Administration du "Crédit Foncier Franco-Canadien" se composera, à partir du 1er janvier 1947, de 12 Administrateurs."

Until otherwise provided, the Board of Directors of "Crédit Foncier Franco-Canadien", shall, from January 1st, 1947, be composed of 12 Directors."

Montréal, 11 janvier 1947.

Montreal, January 11, 1947.

Vraie copie.

True copy.

Le Secrétaire général,
J. de LAVERGNE.

J. de LAVERGNE,
General Secretary.

18004-o

18004

DUROFORM SHOULDER PAD CORPORATION

DUROFORM SHOULDER PAD CORPORATION

Règlement N° 24

By-Law No. 24

"Le nombre des directeurs de la compagnie sera augmenté de trois à quatre."

"The Directors of the Company be increased from three to four."

Copie conforme certifiée du règlement N° 24 dûment décrété par les directeurs à une assemblée tenue le 27 janvier 1947, et confirmé par un vote de tous les actionnaires présents à une assemblée dûment convoquée pour le considérer et détenant tout le capital de la compagnie."

Certified a true copy of By-law No. 24 duly enacted by the Directors at a Meeting held on the 27th day of January, 1947, and confirmed by a vote of all the shareholders present, at a meeting duly called for same and holding all the issued capital stock of the Company.

Le Secrétaire,

ABRAHAM BALLINGTON,

18005

ABRAHAM BALLINGTON.

18005-o

Secretary.

LACAR LIMITED

LACAR LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que, conformément au règlement N° deux de la compagnie décrété le 20 février 1947 et confirmé à la même date par les actionnaires de la compagnie, la compagnie Lacar Limited distribuera son actif entre ses actionnaires quinze jours après la publication de cet avis.

Notice is hereby given that pursuant to by-law No. Two of the Company enacted on February 20, 1947 and confirmed by the shareholders of the Company on the same date, Lacar Limited will distribute its assets among its shareholders fifteen days after the publication hereof.

Dated at Montreal, P. Q. this 21st day of February, 1947.

RÉGINALD LAMBERT,
Secretary.

Daté à Montréal, P. Q. le 21 février 1947.

Le Secrétaire,
RÉGINALD LAMBERT.

18006

18006-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable secrétaire de la Province a, le 17 février 1947, approuvé les règlements de "L'Association des Fonctionnaires de la Province", tels qu'adoptés aux assemblées tenues le 1er février 1946 et le 28 janvier 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 18 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18007-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on February 17, 1947, approved the By-laws of "L'Association des Fonctionnaires de la Province", as adopted at the meetings held February 1, 1946 and January 28, 1947, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 18, 1947.

18007 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 20 février 1947, autorisé "Le Syndicat Catholique des Employés de la Machinerie de Pont-Rouge Inc." à changer son nom en celui de "Le Syndicat Catholique des Employés de Machineries Pont-Rouge Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 21 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18008-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on February 20, 1947, authorized "Le Syndicat Catholique des Employés de la Machinerie de Pont-Rouge Inc.", to change its name to that of "Le Syndicat Catholique des Employés de Machineries Pont-Rouge Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10, George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1947.

18008 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés de Magasins de Sorel Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 février 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, comté de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18009-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Employés de Magasins de Sorel Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 18, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sorel, county of Richelieu.

18009 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, a, le 10 février 1947, approuvé les règlements généraux numéros 1 à 23 inclusivement et les règlements spéciaux numéros 1 et 2 de "L'Équipe", tels qu'adoptés à une assemblée tenue le 24 septembre 1946, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 13 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18018-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, upon recommendation of the Deputy Attorney General, has, on February 10, 1947, approved the general by-laws 1 to 23 inclusively and the special by-laws 1 and 2 of "L'Équipe", as adopted at a meeting held on September 24, 1946, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 13, 1947.

18018 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Victor Co. Beauce", pour l'étude, la défense et le développement

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Victor Co. Beauce" for the study, defence and promotion

des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 février 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Victor, comté de Beauce.

of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 21, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Victor, county of Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18019-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
18019 Under Secretary of the Province.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

MUNICIPALITÉ DE CANTON BÉGIN

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 19, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-17

Dénomination de \$500.00: D-16.

Les dites obligations seront remboursables le 1er avril 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
18030-o ROMÉO LÉVESQUE.

DRAWING OF BONDS

MUNICIPALITY OF CANTON BÉGIN

The following bonds, issued under By-law 19, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-17.

Denomination of \$500.00: D-16.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of April 1947, from which date they shall cease to bear interest.

ROMÉO LÉVESQUE,
18030-o Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Chauffeurs Mécaniciens de Machines Fixes de la Région de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 février 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Joliette, comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18031-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique et National des Chauffeurs Mécaniciens de Machines Fixes de la Région de Joliette" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 18, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Joliette, county of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
18031 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Employés des Institutions Religieuses du Diocèse de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 février 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Joliette, comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18032-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique et National des Employés des Institutions religieuses du Diocèse de Joliette" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 20, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Joliette, county of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
18032 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Épicier de Chicoutimi", en date du 10 août 1946, dont le siège social est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 22 janvier 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18033-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Épicier de Chicoutimi", under date the tenth day of August, 1946, whereof the head office is at Chicoutimi, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of January, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18033 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Palmarolle", en date du 11 février 1947, dont le siège social est situé à Palmarolle, dans le comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 25 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18040-0 JEAN BRUCHESI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Professionnel des Employés de la Compagnie Perfection Corset Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux, et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18041-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements comprenant les articles 1 à 13 inclusivement et le règlement spécial "A" de "The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc." ont été approuvés le 25 février 1947 par l'Honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), tel que modifié par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18042-0 JEAN BRUCHESI.

THE PROVINCE OF QUEBEC SOCIETY FOR THE PROTECTION OF BIRDS, INC.

Extrait du règlement spécial "A" de la société concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à vingt et un:

"5 (a) Le bureau de direction sera composé de vingt et un (21) membres élus chaque année à l'assemblée générale annuelle de la société."

Le Secrétaire,
18043-0 RUTH S. ABBOTT.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Sainte-Jeanne d'Arc", en date du 29 janvier 1947, dont le siège social est situé à Sainte-Jeanne d'Arc, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18045-0 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Palmarolle", under date the eleventh day of February, 1947, whereof the head office is at Palmarolle, county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of February, 1947.

JEAN BRUCHESI,
18040 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Professionnel des Employés de la Compagnie Perfection Corset Limited", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

JEAN BRUCHESI,
18041 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-Laws comprising articles 1 to 13 inclusive and Special By-law "A" of "The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc." were approved on February 25th, 1947, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1947.

JEAN BRUCHESI,
18042-0 Under-Secretary of the Province.

THE PROVINCE OF QUEBEC SOCIETY FOR THE PROTECTION OF BIRDS, INC.

Extract of Special By-Law "A" of the Society concerning increase of number of Directors from five to twenty-one:

"5 (a) The Board of Directors shall consist of twenty-one (21) members elected each year at the Annual General Meeting of the Society."

RUTH S. ABBOTT,
18043-0 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Sainte-Jeanne d'Arc", under date the 29th day of January, 1947, whereof the head office is at Sainte-Jeanne d'Arc, county of Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th of February, 1947.

JEAN BRUCHESI,
18045 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandons de

ARTHUR HARRIS CANADA LIMITED

ABANDON DE CHARTE

Avis est, par les présentes, donné que Arthur Harris Canada Limited fera une demande pour l'abandon de sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 15 février 1947.

18020-o

Les Avocats,
LAFLEUR & FORTIER.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Arncliffe Land Company, constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec en date du 1er décembre 1939, à l'intention de s'adresser immédiatement au Procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 25 février 1947.

Les Procureurs de ladite compagnie,
MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIR.
18034

Charters — Surrenders of

ARTHUR HARRIS CANADA LIMITED

SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that "Arthur Harris Canada Limited" will apply for the surrender of its charter under the Quebec Companies Act.

Montreal, February 15, 1947.

18020

LAFLEUR & FORTIER,
Advocates.

Notice is hereby given that Arncliffe Land Company, incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies Act dated December 1st, 1939, intends forthwith to make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its Charter under the provisions of Section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, February 25, 1947.

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIR,
Solicitors for the said Company.
18034-o

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal, corporation constituée par 6 Geo. V, 1916, chapitre 90, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour amender sa charte de manière à porter à \$500,000.00, en sus de l'immeuble qu'elle occupe actuellement, la valeur des propriétés immobilières que la Corporation a le droit d'acquérir et de posséder, et à toutes autres fins.

Montréal, le 24 février, 1947.

Les Procureurs de la requérante,
DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS
18023-9-4-o et GODARD.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Les Religieux de Sainte-Croix constitués en corporation par la loi 25-26 Geo. V, chapitre 152, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour amender leur charte de manière

- a) à changer leur nom pour le suivant: "La Province Canadienne des Pères de Sainte-Croix."
- b) à céder et transporter, par donation ou autrement, tous immeubles et propriétés à "La Corporation des Frères de Sainte-Croix".

Montréal, le 24 février, 1947.

Les Procureurs des requérants,
DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS
18022-9-4-o et GODARD.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les révérends frères Ferdinand Meloche, provincial, Lucien Crête, assistant provincial, Henri

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal", a corporation incorporated under 6 Geo. V, 1916, chapter 90, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for amendment of its charter so as to increase to \$500,000 over and above the immovable actually occupied by it, the value of the immovable property which the corporation is entitled to acquire and own, and for any other purposes.

Montreal, February 24, 1947.

DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS et
GODARD,
18023-9-4 Attorneys for petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Les Religieux de Sainte-Croix" incorporated in virtue of the Act 25-26 Geo. V, chapter 152, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for amendment to its charter, so as to:

- a) change their name for the following: "La Province Canadienne des Pères de Sainte-Croix";
- b) assign and convey, by donation or otherwise, all immovables and properties to "La Corporation des Frères de Sainte-Croix".

Montreal, February 24, 1947.

DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS et
GODARD,
8022-9-4 Attorneys for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Reverend Brothers Ferdinand Meloche, provincial, Lucien Crête, assistant provincial, Henri Dureau, pro-

Dureau, économiste provincial, L.-Alfred Gingras, secrétaire, Ovila Laplante, conseiller, tous religieux de la Congrégation de Sainte-Croix, domiciliés dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Corporation des Frères de Sainte-Croix" avec droits et privilèges de corporation civile.

Montréal, le 24 février, 1947.

Les Procureurs des requérants,
DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS
18021-9-4-0 et GODARD.

AVIS

Marcel Gaumond, employé civil de la cité de Québec, après avoir obtenu le consentement du Conseil Général du Barreau de la Province de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa session actuelle, en vue d'obtenir une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat après qu'il aura subi avec succès un examen oral seulement.

Le Procureur,
18035-9-4-0 GÉRARD LEMAY, K. C.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes donné que messieurs les abbés Joseph Lacroix, supérieur du petit séminaire de St-Georges, Édouard Beaudoin, curé de la paroisse de St-Georges, Philippe Auguste Légaré et Eugène Garant, tous deux professeurs du petit séminaire de St-Georges, s'adresseront à la Législature, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de: "La corporation du petit séminaire de St-Georges de Beauce", avec tous les pouvoirs requis pour atteindre leurs fins.

Québec, le 24 février, 1947.

Le Procureur des pétitionnaires,
18044-9-4-0 PAUL-E. BAILLARGEON.

AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que la Corporation de la Ville de St-Joseph de Sorel et les Commissaires d'École de la Corporation Scolaire Filiatrault St-Joseph de Sorel, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés entre ces deux corps publics et Sorel Industries Limited pour la fixation pour une période de dix ans de toutes taxes à être payées par ladite compagnie.

Québec, 12 février 1947.

Les Procureurs des Requérants,
17952-8-4-0 MARCEL PICHÉ &
JEAN BLAIS.

AVIS LÉGAL

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Bourlamaque, incorporée par la Loi 24, George V, chap. 102, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour modifier la charte de la ville de manière à ce que le conseil puisse, par résolution, nommer un gérant de la ville et définir les devoirs de ce gérant; et pour d'autres fins.

Ville de Bourlamaque, 18 février 1947.

Les Procureurs de la ville de Bourlamaque,
17947-8-4 MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN
& MACKLAIR.

vincial bursar, L. Alfred Gingras, secretary Ovila Laplante, counsellor, all religious of "La Congrégation de Sainte-Croix", domiciled in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to incorporate them as a corporation, under the name of "La Corporation des Frères de Sainte-Croix", with the rights and privileges of a civil corporation.

Montreal, February 24, 1947.

DAVID, PERRIER, BROSSARD, DEMERS et
18021-9-4 GODARD,
Attorneys for the Petitioners.

NOTICE

Marcel Gaumond, civil servant, of the city of Quebec, after having secured the consent of the General Council of the Bar of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of the profession of advocate, after his having successfully passed an oral examination only.

GÉRARD LEMAY, K. C.
18035-9-4 Attorney.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Reverend abbés Joseph Lacroix, superior of the "Petit Séminaire de St-Georges", Édouard Beaudoin, parish priest of St-Georges, Philippe Auguste Légaré and Eugène Garant, both professors of the "Petit Séminaire de St-Georges", will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an Act incorporating them as a corporation under the name of: "La corporation du petit séminaire de St-Georges de Beauce", with all the powers required to attain their purposes.

Québec, February 24, 1947.

PAUL E. BAILLARGEON,
18044-9-4 Attorney for petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by the Corporation of the city of St-Joseph de Sorel and the School Commissioners of the School Corporation Filiatrault St-Joseph de Sorel that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act sanctioning certain resolutions and certain contracts passed between these two public bodies and Sorel Industries Limited relating to the fixation for a period of ten years of all taxes to be paid by said company.

Québec, February 12, 1947.

MARCEL PICHÉ &
17952-8-4-0 JEAN BLAIS,
Solicitors for Petitioners.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Bourlamaque, incorporated by the Act 24, George V, ch. 102, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to amend the Charter of the Town to provide that the Council may by resolution appoint a Town Manager and to define the duties of such Manager, and for other purposes.

Town of Bourlamaque, February 18th, 1947.

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIR,
17947-8-4-0 Attorneys for the Town of Bourlamaque.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les fiduciaires suivants de la Corporation de l'Université du Collège Bishop, savoir G. H. Montgomery, C.R., Chancelier, Thon. D.-C. Abbott, C.R., John Bassette, D.-C. Coleman, A.-S. Johnson, W.-C.-J. Meredith, C.R., John Molson, Walter Molson, A.-A. Munster, H.-A. Norton, John H. Price, W.-B. Scott, C.R., P.-H. Scowen, H.-H. Smith, G.-M. Stearns, A.-C.-M. Thomson, C.R., et G.-H. Tomlinson, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir un amendement à la Charte de la dite Corporation, le Statut 7 Vic. ch. 49, tel qu'amendé, à l'effet de faire disparaître le pouvoir de veto conféré par l'article II de la Loi 7 Vic. Ch. 49 et par 16 Vic. Ch. 60; d'édicter que le Président devra convoquer des assemblées générales spéciales de la Corporation sur de mande écrite signée par au moins cinq de ses membres d'édicter que le Président et le Vice-Président seront élus par la Corporation parmi ses membres; et d'édicter aussi spécifiquement qu'à partir du 1er janvier, 1947, les membres de la Corporation seront nommés par le Président à même une liste plus considérable de noms recommandés par un comité.

Montréal, 20 février, 1947.

Les Procureurs des Requérants,
MACDOUGALL, SCOTT, HUGEN
17963-8-4-o & MACKLAIER.

Canada, Province de Québec, District de
Montréal

VILLE DE MONTRÉAL-EST

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, en y insérant certaines dispositions:

1. Pour amender l'article 11 de la loi 24 Geo. V, chapitre 100, en retranchant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots: "pour une période de dix ans à compter de la sanction de la présente loi".

2. Pour amender l'article 15 de la loi 24 Geo. V, chapitre 100, en en retranchant tous les mots après le mot "obligatoire", dans la troisième ligne dudit paragraphe, jusqu'à la fin dudit paragraphe.

3. Pour permettre à la Ville d'acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir, en tout ou en partie, à des fins résidentielles industrielles ou municipales, dont le coût ne devra pas dépasser trois cent mille dollars, et de les vendre ou louer aux conditions que la Ville déterminera.

4. Pour valider le règlement numéro 219 de la Ville de Montréal-Est, relativement à un emprunt pour la construction de certains égouts et pavages.

5. Pour valider un contrat passé entre la Ville de Montréal-Est et The Wartime Housing Limited, pourvoyant à la construction de maisons d'habitation, et à la détermination de taxes fixes exigibles sur ces immeubles, tant qu'ils appartiendront à la Couronne.

6. Pour valider l'acte de vente de certains immeubles, en date du 24 août 1940, devant Coderre, notaire, sous le numéro 3640 de ses minutes, nonobstant les dispositions de l'article 575 de la Loi des cités et Villes.

Montréal, le 27 janvier 1947.

Les Procureurs de la requérante,
17700-6-4-o VIEN & FARIBAUT.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the following Trustees of the Corporation of the University of Bishop's College, namely G. H. Montgomery, K.C., Chancellor, Hon. D. C. Abbott, K.C., John Bassett, D. C. Coleman, A. S. Johnson, W. C. J. Meredith, K.C., John Molson, Walter Molson, A. A. Munster, H. A. Norton, John H. Price, W. B. Scott, K.C., P. H. Scowen, H. H. Smith, G. M. Stearns, A. C. M. Thomson, K.C., and G. H. Tomlinson, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the amendment of its Charter, the Act 7 Vic. c. 49 as amended, by removing the power of veto conferred by Section II of the Act 7 Vic. c. 49 and by 16 Vic. c. 60; by providing that the President shall be required to convene special general meetings of the Corporation on receipt of a written requisition signed by not less than five of its members; by providing that the President and Vice-President shall be elected by the Corporation from amongst its members; and by providing specifically that as and from the 1st January, 1947 members of the Corporation shall be appointed by the President from a larger number of names recommended by a committee.

Montreal, February 20th, 1947.

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN
& MACKLAIER,
17963-8-4-o Solicitors for the Applicants.

Canada, Province of Quebec, district of Mont-
real

TOWN OF MONTREAL-EAST

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a Bill amending its Charter, by inserting therein certain provisions:

1. To amend Section 11 of 24 Geo. V, Chapter 100, by striking out, in the 5th and 6th lines thereof, the words: "for a period of ten years, to run from the sanction of this Act";

2. To amend Section 15 of 24 Geo. V, Chapter 100, by striking out all the words after the word "obligatory", in the 3rd line thereof, to the end of the said Section;

3. To authorize the Town to acquire, construct and maintain one or more immovables to be used, wholly or partly, to residential, industrial or municipal purposes, the cost of which shall not exceed \$300,000.00, and to sell or lease the said immovable or immovables under the conditions that the Town may determine;

4. To ratify By-law No. 219 of the Town of Montreal-East with respect to a loan for the construction of certain sewage and pavements;

5. To ratify contract passed between the Town of Montreal-East and the Wartime Housing Limited, providing for the construction of dwellings and to the determination of fixed taxes chargeable on the said immovables as long as they shall be the property of the Crown;

6. To ratify a Deed of Sale of certain immovables, dated August the 24th, 1940, before Coderre, Notary, under No. 3640 of his minutes, the provisions of Section 575 of the Cities and Towns Act notwithstanding.

Montreal, January 27th, 1947.

VIEN & FARIBAUT,
17700-6-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, (lettres patentes octroyées le 15 août 1908 et les différents statuts qui les amendent,) aux fins: d'annexer à la Ville de Coaticook cette partie du Canton de Barford à l'est des limites actuelles de la ville, comprenant tous les lots primitifs N° 16 et N° 17, dans les 9ème, 10ème et 11ème rangs, ainsi que les lots 16D, 17C et 17D, dans le 8ème rang de ce Canton de Barford; d'autoriser le Conseil, par règlement approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à créer une charge municipale, dont le titulaire, appelé directeur des services, aura les pouvoirs énumérés dans ce règlement, pourvu que tels pouvoirs n'excèdent pas ceux mentionnés aux articles 109, et 115 de la loi des Cités et Villes; d'autoriser la Ville à faire de temps en temps la refonte ou consolidation d'une partie ou de tous ses règlements municipaux, avec droit d'abroger, amender ou modifier tels règlements, mais toujours sans préjudice aux droits acquis des tiers; d'autoriser le Conseil, sans recourir au vote des électeurs-propriétaires d'immeubles, à modifier tout règlement adopté en vertu de l'article 426, 1°, de la loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1941, Chap. 233), et à fixer la valeur minimum des constructions qui pourront être érigées sur certaines rues; d'autoriser le Conseil à accorder une franchise pour la construction, le maintien et l'exploitation, dans les chemins et rues de la Ville, d'un service de transport des voyageurs, des marchandises, ou des deux à la fois, après approbation par les électeurs-propriétaires et par la Régie provinciale des transports et communications; d'autoriser le Conseil à accorder l'escompte qu'il déterminera sur les tarifs en vigueur pour la taxe spéciale et la taxe d'eau pour tout compte payé dans un délai déterminé; d'autoriser le Conseil à ordonner pendant toute l'année ou partie de l'année la fermeture des condorneries, des postes d'essence, des garages, des nettoyeurs et presseurs de vêtements, etc., et en général de tous les endroits de commerce, chaque jour ou quelque jour que ce soit de la semaine avant et après les temps et heures fixés par un règlement à cet effet, lequel pourra s'appliquer à une, plusieurs ou toutes les catégories et déterminer des heures différentes suivant la catégorie; d'autoriser le Conseil à décréter par règlement, sur requête de la majorité des propriétaires ou exploitants d'une ou de plusieurs catégories de commerces, d'industries, d'arts ou métiers, que tous les endroits d'une même catégorie devront fermer à midi un jour quelconque de la semaine; et pour autres fins.

Coaticook, ce 3 février 1947.

Les Avocats de la requérante,
17783-6-4-0 SAMSON & GERIN.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Coaticook will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter (Letters Patent granted on August 15th 1908, and the different statutes amending same) for the purposes of: annexing to the Town of Coaticook that part of the Township of Barford, on the East of the actual limits of the Town including all the original lots No. 16 and No. 17 in the 9th, 10th and 11th ranges, together with lots 16d, 17c and 17d in the 8th range of said Township; authorizing the Council by By-Law approved by the Lieutenant-Governor in Council, to create a municipal office the holder whereof, called "director of services", whose powers shall be those enumerated in said By-Law, inasmuch as said powers do not exceed those mentioned in articles 109 and 115 of the Cities and Towns Acts; authorizing the Town to make, from time to time, a revision or consolidation of the whole or any part of all its municipal By-Laws with the right to repeal, amend or modify same, but always without prejudice to the rights already acquired by third parties; authorizing the Council, without having recourse to the vote of the electors who are owners of immoveable property, to modify any By-Law enacted in virtue of article 426, 1°, of the Cities and Towns Acts (R.S.Q. 1941—Chap. 233), to determine the minimum value of the buildings that may be erected on certain streets; authorizing the Council to grant a franchise to construct, maintain and operate in the roads and streets of the Town, a service for the transportation of travelers, freight or both at the same time, after the approval by the electors, property-owners, and by the Provincial Transportation and Communication Board; authorizing the Council to grant the discount determined by them on the tariffs in force for the special tax and the water tax if the account is paid within a certain delay; authorizing the Council to order that, during the whole or part of the year, cobblers shops, gas stations, garages, dry-cleaners and valet service shops and generally all places of business be and remain closed every day or any day of the week before and after the time and the hours fixed for such purpose by a By-Law to that effect, which By-Law may apply to any or several or all categories and determine different hours according to the category; authorizing the Council to decree by a By-Law on petition of the majority of owners or operators of one or several categories of business, of industry, of arts or trades, that all places of a same category shall close at noon on a given day of the week; and for other purposes.

Coaticook, February 3rd 1947.

17783-6-4-0 SAMSON & GERIN,
Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Alfred Lafond, comptable public, des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa présente Session, l'adoption d'une loi déclarant son éligibilité à l'Institut des Comptables Agréés de Québec en vertu de l'article 26 de la loi 10 Geo. VI, ch. 47.

Montréal, 12 février 1947.

Les Procureurs du Pétionnaire,
17888-7-4-0 BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Alfred Lafond, public accountant of the city and district of Montreal, will petition the Quebec Legislature, at its present Session, for the passing of a law declaring his eligibility to the Institute of Chartered Accountants of Quebec, in virtue of section 26 of the law 10 Geo. VI, ch. 47.

Montreal, February 12, 1947.

17888-7-4-0 BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU,
Attorneys for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session en vue de l'adoption d'une loi amendant sa Charte, la loi 3 George V, chapitre 72 et amendements aux fins de confirmer et de ratifier pour le passé et jusqu'au 1er novembre 1947 son système et sa procédure de taxation et de pourvoir, pour l'avenir, à une meilleure répartition des taxes;

Également en vue d'amender quant à la Ville de Mont-Royal, l'article 488 de la Loi des cités et Villes 1941, pour donner à son Conseil la faculté de taxer ou de ne pas taxer les machineries et accessoires, dans les limites de la ville, qui sont immeubles par destination ou qui le seraient s'ils appartenaient au propriétaire du fond.

En vue d'amender, quant à la Ville de Mont-Royal, l'article 426 de cette même loi pour étendre le contrôle du conseil à l'usage qu'on pourra faire des constructions qui seront érigées dans la ville et pour déterminer la procédure d'adoption de nouveaux règlements en vertu du paragraphe 1 de l'article 426; aussi afin que son droit d'imposer une taxe d'affaires soit étendu de manière à s'appliquer à tous les lieux occupés dans la ville comme maisons d'entrepôt ou d'emménagement;

La ville s'adressera de plus à la Législature, à sa prochaine session, à d'autres fins.

Ville de Mont-Royal, le 29 jour de janvier 1947.

Les procureurs
de la Ville de Mont-Royal,
17759-6-4-o ROBITAILLE & POULIOT,
477, rue St-François-Xavier, Montréal.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act amending its Charter, Act 3, George V, Chapter 72 and amendments, in order that its actual procedure and system of taxation be confirmed and ratified for the past and until November 1st 1947, and that it be provided for a better apportionment of the taxes for the future;

Also that section 488 of the Cities and Towns Act 1941 be amended, for the Town of Mount Royal, in order that its council be given the option of taxing or not taxing the machinery and accessories in the town which are immovable by destination or which would be so if they belonged to the owner of the real property.

That section 426 of the said Act be amended for the Town to extend the control of the Council to the use of the buildings to be erected in the town and to determine the procedure of adoption of new by-laws by virtue of paragraph one of section 426; and that its right to levy business tax be extended to apply to all premises in the town occupied as warehouses or storehouses:

The Town will also apply to the Legislature at its next session for other purposes.

Town of Mount Royal, the 29th day of January 1947.

ROBITAILLE & POULIOT,
Attorneys
17759-6-4-o for the town of Mount-Royal.
477, St. François-Xavier St. Montreal.

AVIS PUBLIC

Avis vous est par les présentes donné que la Corporation de la Municipalité de la Station-du-Côteau, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi à l'effet d'annexer au territoire actuel de la municipalité, certaines terres et terrains faisant actuellement partie du territoire de la municipalité de St. Polycarpe et de la paroisse de St-Ignace-du-Côteau-du-Lac lesquels terres et terrains sont amplement décrits dans le projet de loi susdit.

Station du Côteau, ce 11ième jour de février, 1947.

Les Procureurs de la Corporation
de la Municipalité de la Station-du-Côteau,
NANTEL & NANTEL, 10, ouest, rue St. Jacques,
17868-7-4-o Montréal.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Municipality of Côteau Station, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of annexing to the actual territory of the municipality, certain lands and farmlands actually forming part of the territory of the Municipality of St-Polycarpe and of the parish of St-Ignace-du-Côteau-du-Lac, the said lands and farmlands being more amply described in the aforesaid Bill.

Côteau Station, this 11th day of February, 1947.

NANTEL & NANTEL, 10 St. James Street West,
Montreal,
Attorneys for the Corporation of the Municipality of Côteau Station.
17868-7-4

Province de Québec — District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que monsieur Lawrence Maurice Wilson, publiciste, domicilié dans la cité de New York, État de New York, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant, en autant qu'il est concerné, les articles 2 et 6 de la loi 10 Geo. VI, chapitre 110.

Montréal, 11 février 1947.

Les Procureurs de Lawrence Maurice Wilson,
17869-7-4-o HYDE & AHERN.

Province of Quebec — District of Montreal.

Notice is hereby given that Lawrence Maurice Wilson, Publicist, domiciled in the City of New York, State of New York, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act to amend, insofar as he is concerned, Section 2 and 6 of the Act 10 Geo. VI, Chapter 110.

Montreal, February 11th, 1947.

HYDE & AHERN,
Attorneys for Lawrence Maurice Wilson
17869-7-4-o

AVIS PUBLIC

La cité de Québec donne avis qu'elle s'adresse à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 19 Geo. V, chap. 95, pour demander l'autorisation de contracter certains emprunts nécessaires pour l'exécution de travaux publics dans les limites de son territoire et pour l'achat d'outillage nécessaire pour le Service des Incendies; pour être autorisée à céder gratuitement à la Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Québec des terrains requis pour la construction d'immeubles destinés à de nouvelles paroisses; pour être autorisée à céder gratuitement aux Missionnaires Oblats certains terrains en vue de la construction d'un centre paroissial dans St-Sauveur de Québec; pour être autorisée à verser un octroi annuel pour l'établissement et le maintien d'un refuge de nuit, pour venir en aide à The Quebec Literary Institute; pour fixer l'évaluation municipale de certains immeubles dans la cité; pour ratifier le contrat passé entre la cité et War Assets Corporation pour l'achat des usines de St-Malo et fixer l'évaluation municipale de ceux de ses immeubles qui ont été vendus; pour déterminer les pouvoirs de taxation de la cité sur les compagnies d'assurance; pour augmenter à \$50,000.00 l'octroi annuel que la cité est autorisée à donner à l'Office Municipal du Tourisme et de l'Industrie; pour obtenir certains pouvoirs lorsque la cité décide de faire le pavage des ruelles; pour être autorisée à faire des contrats pour la fourniture de l'eau de l'aqueduc en dehors de son territoire; pour déterminer de quelle façon sera constituée la Commission de l'Exposition de Québec; pour préciser davantage les devoirs du greffier de la cour du Recorder, et tous autres amendements qui peuvent être dans l'intérêt public de la Cité.

Québec, le 12 février, 1947.

Les Procureurs de la cité de Québec,
17873-7-40 PELLETIER & GODBOUT.

PUBLIC NOTICE

The city of Quebec gives notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter the Act 19 Geo V, chap. 95, to request authorization to contract certain loans required for the execution of public works within the limits of its territory and for the purchase of equipment required by the Fire Department; to be authorized to cede gratuitously to the Quebec Roman Catholic Archiepiscopal Corporation (Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Québec) the land required for the building of immovables destined for new parishes; to be authorized to cede gratuitously to the Oblate Missionaries (Missionnaires Oblats) certain lands for the building of a parish centre in St-Sauveur de Quebec; to be authorized to give an annual grant for the establishment and maintenance of a night refuge, to assist The Quebec Literary Institute; to fix the municipal valuation of certain immovables in the city, to ratify the contract passed between the city and War Assets Corporation for the purchase of the St-Malo plants and fix the municipal valuation on such immovables of same as have been sold; to determine the powers of taxation of the city on insurance companies; to increase to \$50,000 the annual grant which the city is authorized to give to the Municipal Tourist and Trade Bureau (Office Municipal du Tourisme et de l'Industrie); to obtain certain powers when the city decides to undertake the paving of lanes; to be authorized to enter into contracts for the supplying of water from the waterworks beyond its territory; to determine how the Quebec Exhibition Commission (Commission de l'Exposition de Québec) shall be constituted; to specify more clearly the duties of the Clerk of the Recorder's Court, and any other amendments which may be of public interest to the city.

Québec, February 12, 1947.

PELLETIER & GODBOUT,
17873-7-4 Attorneys for city of Quebec.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bellechasse, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Beurrerie Centrale Coopérative d'Armagh" et que son principal siège d'affaires est à Saint-Cajétan d'Armagh, comté de Bellechasse.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-cinquième jour de février 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
18046-0 JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Bellechasse, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Beurrerie Centrale Coopérative d'Armagh" and that its principal place of business is at Saint-Cajétan d'Armagh, county of Bellechasse.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Québec, this twenty-fifth day of February, 1947.

JULES SIMARD,
18046 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 1118-46

Québec, le 18 février 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Ouest, dans le comté de Papineau, le territoire dont les bornes sont indiquées ci-dessous et de l'ériger, pour les protestants seulement, en municipalité scolaire

Department of Education

N° 1118-46

Québec, February 18, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of West Templeton, in the county of Papineau, the territory whose boundaries are described hereinbelow and to erect it, for Protestants only, into a separate school municipality

distincte sous le nom de "Gatineau, village", même comté:

Au Nord par la ligne de séparation entre le 1er et le 2e rangs de Templeton-Ouest: à l'Est, par la ligne municipale entre Templeton-Est et Templeton-Ouest; au Sud par la ligne interprovinciale Québec-Ontario; à l'Ouest par la route Paiement de la limite Nord jusqu'à la Rivière Ottawa, incluant tout le territoire de l'Île Kettle.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
17946-8-2-o J. P. LABARRE.

N° 1331-46

Québec, le 26 février 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 20 février 1947, de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Faustin Station, dans le comté de Terrebonne, en celui de "Lac Carré".

Ce changement prendra effet huit jours après la publication d'un avis relatif à cette question dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18053-o J.-P. LABARRE.

N° 1064-46

Québec, le 26 février 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 20 février 1947, d'annexer la municipalité scolaire du village de Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis, à celle de la paroisse de Saint-Nicolas, dans le même comté. Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18054-o J.-P. LABARRE.

under the name of "Gatineau, village", same county:

On the north by the division line between the 1st and 2nd ranges of West Templeton; on the east by the municipal line between East Templeton, and West Templeton; on the south by the Quebec-Ontario interprovincial line; on the west by the "Paiement" road from the north limit to the Ottawa River, including all the territory of Kettle Island.

J. P. LABARRE,
17946-8-2 Superintendent of Education.

No. 1331-46

Quebec, February 26, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 20, 1947, to change the name of the school municipality of Saint-Faustin Station, in the county of Terrebonne, to that of "Lac Carré".

This change of name to take effect eight days after publication of a notice respecting same, in the *Quebec Official Gazette*.

J.-P. LABARRE,
18053 Superintendent of Education.

No. 1064-46

Quebec, February 26, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in Council dated February 20, 1947, to annex the school municipality of the village of Saint-Nicolas, county of Lévis, to that of the parish of Saint-Nicolas, in the same county. This annexation to take effect the 1st of July next.

J.-P. LABARRE,
18054 Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par l'Association canadienne des Distributeurs d'Essence Inc., à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de dix (10) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 148 du 22 janvier 1947.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 1er mars 1947. 18028-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by "L'Association canadienne des Distributeurs d'Essence inc." for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 148, of January 22, 1947.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 1, 1947. 18028-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been sub-

lui a été présentée par les employeurs dont les noms suivent, à l'effet d'être acceptés comme parties co-contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements:

"Éloi St-Louis & Fils, entrepreneur ferblantier-couvreur, Hull, P.Q.; Donat St-Amour, entrepreneur général, Masson, Qué.; Nap. P. Dupras, entrepreneur général, Gracefield, P.Q.; T. Desjardins, entrepreneur général, Hull, P.Q.; Dompierre Electric, entrepreneur electricien, Hull, P.Q.; Arthur Gaudreau, entrepreneur peintre, Hull, P.Q."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 1er mars 1947.

18027-0

mitted to him by the employers hereafter mentioned for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the construction industry in the district of Hull, rendered obligatory by the decree number 968, of June 3, 1938, and amendments:

"Éloi St. Louis & Fils, tinsmith-roofer contractor, Hull, Que.; Donat St. Amour, general contractor, Masson, Que.; Nap. P. Dupras, general contractor, Gracefield, Que.; T. Desjardins, general contractor, Hull, Que.; Dompierre Electric, electrical contractor, Hull, Que.; Arthur Gaudreau, painting contractor, Hull, Que."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 1, 1947.

18027-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Service de la Police municipale de la cité de Québec, établi en exécution du décret numéro 5067 du 18 décembre 1946, et dont le siège social est situé à Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 326 du 20 février 1947. (Section "A")

Le Sous-Ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 1er mars 1947.

18026-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Municipal Police Department of the City of Quebec, formed under decree number 5067, of December 18, 1946, and whose corporate seat is in Quebec, have been approved by Order in Council number 326, of February 20, 1947. (Part "A").

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 1, 1947.

18026-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que certains règlements d'amendement adoptés par le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint-François, dont le siège social est situé à Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 326 du 20 février 1947 (Section "B").

Le Sous-Ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 1er mars 1947.

18025-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a few amendment by-laws adopted by the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of St. Francis District, whose corporate seat is in Sherbrooke, have been approved by Order in Council number 326, of February 20, 1947 (Part "B").

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 1, 1947.

18025-0

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie du Meuble de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1327 du 18 avril 1946, a été prolongé pour une période de trois (3) mois, aux mêmes taux et conditions, à compter du 2 mars 1947, par l'arrêté en conseil numéro 327 du 20 février 1947 (section "C").

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 1er mars 1947.

18024-0

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1327, of April 18, 1946, has been extended for a period of three (3) months, with the same rate and conditions, from March 2, 1947, by Order in Council number 327, of February 20, 1947 (Part "C").

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour,

Department of Labour,

Quebec, March 1, 1947.

18024-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux, dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 148 du 22 janvier 1947, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 326 du 20 février 1947 (Section "C") et ont été ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 296 du 13 février 1947 (Section "A").

En vertu de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes des dits règlements spéciaux ont été déclarés obligatoires.

Chapter 8.—Règlements spéciaux

Article 28: Certificat de qualification: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire pour tous les salariés assujettis au décret dans la juridiction territoriale fixée par le décret, à l'exception des gardiens de nuit et des hommes de service.

Le Comité paritaire doit créer un Bureau d'Examineurs et choisir toutes personnes jugées compétentes à siéger sur ce bureau pour déterminer la qualification des salariés et des apprentis, autoriser ce bureau à décerner en son nom des certificats de qualification et à prélever les honoraires prévus par la Loi.

Article 29: Tenue du registre: Conformément aux dispositions du paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 1er mars 1947.

18029-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbiers et coiffeurs de la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 3011 du 6 novembre 1941, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter certains amendements au dit décret. On demande:

1° Que les mots "la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération" soient ajoutés après les mots "l'Église catholique", apparaissant au paragraphe "b" de l'article III.

2° Que le paragraphe "a" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"a) **Prix minima des services:** Les employeurs professionnels, les salariés et les artisans doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-laws, the text of which follows, adopted by the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and district, formed under decree number 148, of January 22, 1947, have been approved by Order in Council number 326, of February 20, 1947 (Part "C") and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee approved by Order in Council number 296, of February 13, 1947 (Part "A").

Pursuant to the Collective Agreement Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory.

"Chapter 8.—Special by-laws

Article 28: Certificate of competency: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders obligatory the certificate of competency for all the employees governed by the decree in the territorial jurisdiction determined by the decree, with the exception of night watchmen and service men.

The Parity Committee shall form a Board of Examiners and elect all persons deemed competent to sit on the Board in order to determine the competency of the employees and apprentices; it shall authorize such Board to issue, in its name, certificates of competency and to collect the fees authorized by the Act.

Article 29: Keeping of a register: Pursuant to the provisions of subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of every employee in his employ, the latter's competency, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the method and time of payment, and all other information deemed useful in the enforcement of the decree.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 1, 1947.

18029-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the city of St. John and the Town of Iberville, rendered obligatory by the decree number 3011, of November 6, 1941, have submitted to him a request to amend the said decree. It is requested:

1. That the words "St. Jean Baptiste Day, Dominion Day" be added after the words "religious holidays" which appear in subsection "b" of section III.

2. That subsection "a" of section V be replaced by the following:

V. **Minimum prices for the operations:** a) The professional employers, the employees shall charge to the public the following minimum prices for the operations hereinafter mentioned:

Barbe	\$0.25	Shave	\$0.25
Cheveux pour hommes	0.50	Haircut for men	0.50
Cheveux pour dames	0.50	Haircut for women	0.50
Cheveux pour enfants de 14 ans et moins:		Haircut for children (14 years and under)	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.25	Monday Tuesday, Wednesday and	
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes		Thursday	0.25
chômées	0.40	Friday and Saturday and holiday eves	0.40
Flambage des cheveux	0.25	Singeing of hair	0.25
Shampooing ordinaire	0.50	Ordinary shampoo	0.50
Shampooing à l'huile	0.75	Oil shampoo	0.75
Massage ordinaire	0.50	Ordinary massage	0.50
Massage Boncilla	0.75	Boncilla massage	0.75
Lotion	0.25	Lotion	0.25
Tonique	0.25	Tonic	0.25
Aiguisage de rasoir	0.50	Sharpening a razor	0.50
Coupe de cheveux domicile	0.50	Haircut at home	0.50
Barbe à domicile	0.50	Shave at home	0.50

Les institutions d'enseignement et de charité ne sont pas exemptes de l'application de ce tarif. Cependant, le travail qui est effectué ne doit pas être considéré comme des services rendus à domicile.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 1er mars 1947.

18049-0

Teaching and charitable institutions are not exempt from the enforcement of these rates. However, the work therein performed shall not be considered as being done at home."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 1, 1947.

18049-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail à Québec lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret 1658 du 17 mai 1944 et amendements.

1° Le paragraphe "d" de l'article III est amendé en remplaçant, après les mots "le Vendredi Saint jusqu'à", le chiffre "10.00 a.m.", par le mot: "midi".

2° Le paragraphe "e" de l'article III est abrogé et remplacé par le suivant:

"e) Tout travail exécuté par un salarié en plus de 56 heures par semaine, ou en dehors des heures de travail régulier déterminé au présent décret, sera considéré comme travail supplémentaire et devra être rémunéré conformément au paragraphe "c" de l'article V."

3° Le paragraphe "a" de l'article V est amendé en abrogeant audit paragraphe les mots: "Tous les autres salariés doivent être inclus dans les pourcentages", et suivants, jusqu'au paragraphe "b", pour remplacer le tout comme suit: "Subordonnement aux autres stipulations du décret relatives au salaire de certains employés, les commis et tous les autres salariés inclus dans les pourcentages doivent être payés comme suit:

1) Classe A, salarié travaillant à la vente de la viande et des produits de la viande:

	Zone I
Classe A	\$0.60
Classe B	0.50
Classe C	0.40
Classe D	0.28

2) Classe B, salarié travaillant à la vente des produits d'épicerie ou de la viande dans la Zone II:

	Zone I	Zone II
Classe A	\$0.55	\$0.41

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade of Quebec have submitted to him a request to amend, in the following manner, the decree number 1658, of May 17, 1944, and amendments:

1° Subsection "d" of section III is amended by replacing, after the words "Good Friday", the words "till 10.00 a.m." by the words "till midday".

2° Subsection "e" of section III is repealed and replaced by the following:

"e. All work performed by an employee in excess of 56 hours per week, or outside the regular hours of work determined by the present decree, shall be considered as overtime work and paid for pursuant to subsection "c" of section V."

3° Subsection "a" of section V is amended by deleting in the said subsection the words "The other employees shall be included in the percentages" and following, up to subsection "b", to replace them by the following:

"Subject to the other stipulations of the decree respecting the wages of some employees, the clerks and all other employees included in the percentages shall be paid as follows:

1) Class A, employee committed to the selling of meats and meat products:

	Zone I
Class A	\$0.60
Class B	0.50
Class C	0.40
Class D	0.28

2) Class B, employee committed to the selling of grocery or meat products in zone II:

	Zone I	Zone II
Class A	\$0.55	0.41

Classe B	0.45	0.33
Classe C	0.35	0.25
Classe D	0.23	0.20

Class B	0.45	0.33
Class C	0.35	0.25
Class D	0.23	0.20

4° Le paragraphe "j" de l'article V est amendé en y retranchant le deuxième alinéa et le remplaçant par le suivant:

"Toutefois, dans les limites de la Zone I, le livreur ou conducteur de voiture de livraison qui est célibataire, doit recevoir au moins \$22.00 par semaine pour 56 heures d'ouvrage, et celui qui est marié, au moins \$25.00 par semaine pour 56 heures d'ouvrage."

5° Le paragraphe "k" de l'article V est amendé:

1) En changeant à l'alinéa (1) le chiffre "\$35.00" par le chiffre "\$40.00";

2) En changeant à l'alinéa (2) les mots "\$30.00 par semaine dans la zone I" par les mots "\$33.00 par semaine dans la zone I s'il est en charge d'une section d'épicerie, et \$35.00 s'il est en charge d'une section de boucherie".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-Ministre du Travail.

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 1er mars 1947.

18056-0

4° Subsection "j" of section V is amended by deleting therefrom the second paragraph and by replacing it by the following:

"However, within the limits of zone I, the delivery man or delivery wagon driver who is single shall receive a minimum of \$22.00 per week for 56 hours of work; one who is married shall receive at least \$25.00 per week for 56 hours of work."

5° Subsection "k" of section V is amended:

1) by replacing in paragraph (1) the figure \$35.00 by "\$40.00";

2) by replacing in paragraph (2) the words "30.00 per week in zone I" by the words "\$33.00 per week in zone I when in charge of a grocery section, and \$35.00 when in charge of a meat section".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY.

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 1, 1947.

18056-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité de négociations des signataires de la convention collective de travail relative au métier de coiffeurs pour dames de Montréal, décret numéro 1343, du 29 mai 1941, et amendements, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter certaines modifications à ce décret. On demande:

1° Que le paragraphe "a" de l'article V soit radié et remplacé par le suivant:

"a) Les taux minima de salaires seront les suivants:

i) pour les maîtres-coiffeurs réguliers: \$18.00 par semaine de quarante-huit (48) heures de travail, plus une commission de 20% sur toutes recettes au-dessus du double du salaire reçu.

ii) pour les compagnons-coiffeurs réguliers: \$15.00 par semaine de quarante-huit (48) heures de travail, plus une commission de 15% sur toutes recettes au-dessus du double du salaire reçu.

iii) pour les manucures régulières: \$12.50 par semaine de quarante-huit (48) heures de travail, plus une commission de 10% sur toutes recettes au-dessus du salaire reçu."

2° Que le paragraphe "c" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"c) Les taux minima de salaires des maîtres-coiffeurs, compagnons et manucures surnuméraires seront de \$3.50 par jour, plus 15% des recettes au-dessus du double de leur salaire, sans considération de fraction de journée."

3° Que la liste d'opérations et de prix apparaissant à l'article VI soit remplacée par la suivante:

"Ondulation permanente (coupe, shampooing et mise en plis compris)	\$ 5.00
Frisettes individuelles, chacune	0.50
Ondulation au papier	1.00
" Komol	1.00
" à l'eau (mise en plis)	0.75
" Marcel	0.75
Repeigner à sec.	0.50

NOTICE OF AMENDMENT

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the Negotiations Committee of the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies' hairdressing trade of Montreal, decree number 1343, of May 29, 1941, and amendments, has submitted to him a request to amend the said decree. It is requested:

1° That subsection "a" of section V be deleted and replaced by the following:

"a) The following shall be the minimum rates of wages:

i) for regular master hairdressers: \$18.00 per week of forty-eight (48) hours of work, plus a 20% commission on all receipts exceeding twice the wages received.

ii) for regular journeymen hairdressers: \$15.00 per week of forty-eight (48) hours of work, plus a 15% commission on all receipts exceeding twice the wages received.

iii. for regular manicures: \$12.50 per week of forty-eight (48) hours of work, plus a 10% commission on all receipts exceeding the wages received."

2. That subsection "c" of section V be replaced by the following:

"c) The minimum wage rates of supernumerary master hairdressers, journeymen and manicures are \$3.50 per day plus 15% of the receipts exceeding twice their wages, irrespective of days partly worked."

3. That the table of services and prices which appear in section VI be replaced by the following:

"Permanent wage (including haircut, shampoo and water wave)	\$ 5.00
Single curls, each	0.50
Paper wave	1.00
Komol wave	1.00
Water wave	0.75
Marcel wave	0.75
Dry combing	0.50

Shampooing ordinaire	0.50	Ordinary shampoo	0.50
" Henna naturel	0.75	Natural Henna shampoo	0.75
" Camomille	0.75	Camomille shampoo	0.75
" sec	0.75	Dry shampoo	0.75
" à l'huile sans savon	0.75	Oil shampoo (soapless)	0.75
Rinse	0.35	Rinse	0.35
Flambage des cheveux	0.50	Hair singeing	0.50
Épilation des sourcils	0.50	Eye-brow plucking	0.50
Coupe des cheveux	0.50	Haircut	0.50
Traitement du cuir chevelu	1.25	Scalp treatment	1.25
Teinture des cheveux	5.00	Hair dye	5.00
Décoloration (par application)	2.00	Discoloration (by application)	2.00
Henna Pack	2.00	Henna Pack	2.00
Application de laque	0.25	Lac application	0.25
Massage ordinaire	1.00	Ordinary facial	1.00
Massage masque	1.25	Facial (packmask)	1.25
Massage contre les comédons	1.25	Facial for blackheads	1.25
Manucure	0.50	Manicure	0.50
Manucure à l'huile	0.75	Oil manicure	0.75
Permanente à froid, cheveux courts	12.50	Permanent wave—cold process, short hair	12.50
" " " " " longs	15.00	Permanent wave—cold process, long hair	15.00

4° Que le paragraphe "k" de l'article VII soit remplacé par le suivant:

"k) Le salaire minimum de l'apprenti est le suivant:

	par semaine
Premier semestre	\$ 6.00
Deuxième semestre	7.00
Troisième semestre	8.00
Quatrième semestre	9.00
Cinquième semestre	10.00
Sixième semestre	12.50

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 1er mars 1947.

18048-o

4. That subsection "k" of section VII be replaced by the following:

"k) The minimum wages of the apprentice shall be the following:

	per week
First six months	\$ 6.00
Second six months	7.00
Third six months	8.00
Fourth six months	9.00
Fifth six months	10.00
Sixth six months	12.50

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 1, 1947.

18048-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 686, du 18 mars 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 297, du 13 février 1947, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1947 au 1er mars 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret doivent payer au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires qu'ils paient à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, established under decree number 686, of March 18, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 297, of February 13, 1947, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy will extend from March 1, 1947, to March 1, 1948. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to one-half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their wages.

2. Mode of collection

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of

payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité mensuellement en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mars 1947 et le 1er mars 1948.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION CÔTIÈRE ET INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mars 1947 et le 1er mars 1948.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$1,250.00
Salariés	1,250.00
	\$2,500.00

Dépenses:

Salaires du secrétaire	\$2,000.00
Vérification	30.00
Dépenses de bureau	226.00
Jetons de présence	200.00
Divers	44.00
	\$2,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er mars 1947. 18057-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'est de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3824, du 12 octobre 1944, modifié par l'arrêté numéro 3004, du 31 juillet 1946.

On demande que les mots "Rouyn-Noranda" soient ajoutés après le mot "Abitibi" apparaissant au paragraphe "a" de l'article I.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 1er mars 1947. 18055-o

his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said committee, every month, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1947, and March 31st, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the period between March 1st 1947 and March 1st 1948.

THE JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1947, and March 1, 1948.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$1,250.00
Employees	1,250.00
	\$2,500.00

Expenses:

Salary of the secretary	\$2,000.00
Audition	30.00
Office expenses	226.00
Meeting expenses	200.00
Miscellaneous	44.00
	\$2,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 1, 1947. 18057-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec has submitted to him a request to amend the decree number 3824, of October 12, 1944, amended by Order number 3004, of July 31, 1946.

It is requested that the words "Rouyn-Noranda" be added after the word "Abitibi" which appears in subsection "a" of section I.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 1, 1947. 18055-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est de la Province de Québec, établi en exécution du décret numéro 3824 du 12 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 327, du 20 février 1947, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1947 au 31 décembre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3824 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature du travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ses sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'est de la province de Québec, pour la période se terminant le 1er janvier 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DES
SERVICES HOSPITALIERS DE LA RÉGION DE L'EST
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé budgétaires pour la période du 1er janvier 1947 au 1er janvier 1948.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, established under decree number 3824, of October 12th 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 327, of February 20, 1947, Part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy will extend from March 1, 1947, to December 31, 1947; such levy will be laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 3824 and its amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

2. Methode of collection

The assessments are payable monthly between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee a complete report, on forms supplied by the said committee, giving the name in full and address of every employee in his employ, the latter's competency of classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees; all such amounts shall be paid with money that is legal tender in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers every time it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, for the period ending January 1, 1948.

THE HOSPITAL SERVICE PARITY COMMITTEE
FOR THE EASTERN PART OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Estimated budget for the period from January 1, 1947, to January 1, 1948.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$6,000.00
Salariés	6,000.00
	\$12,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétariat	\$4,360.00
Inspection	2,340.00
Loyer	432.00
Téléphone	100.00
Ameublement	100.00
Papeterie	500.00
Honoraires — Avocat-conseil	720.00
Frais légaux	100.00
Frais de voyage	1,200.00
Honoraires-vérificateur	100.00
Jetons de présence	1,700.00
Dépenses contingentes	348.00
	\$12,000.00

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 6,000.00
Employees	6,000.00
	\$12,000.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary's office	\$4,360.00
Inspection	2,340.00
Rent	432.00
Telephone	100.00
Furniture	100.00
Stationery	500.00
Legal adviser's fees	720.00
Legal charges	100.00
Travelling expenses	1,200.00
Auditor's fees	100.00
Meeting expenses	1,700.00
Unforeseen expenses	348.00
	\$12,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 1er mars 1947. 18061-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 1, 1947. 18061-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1407, du 3 avril 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 297, du 13 février, 1947, section "D", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1947 au 29 février 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 1407 doivent également payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$25.00 par semaine (salaire minimum fixé par décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, les heures de travail, l'argent perçu au cours de chaque semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trade Joint Committee of Joliette, formed under decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 297, of February 13, 1947, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy will extend from March 1, 1947, to February 29, 1948; it will be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by decree number 1407 shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for the journeyman-employee, namely \$25.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employer with report forms on which will be mentioned: the name in full and address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même au dit comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire du 1er au 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, pour la période comprise entre le 1er mars 1947 et le 29 février 1948.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE JOLIETTE

Siège social: Joliette, Qué.

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1947 et le 29 février 1948.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels.	\$3,400.00
Salariés.	3,400.00
Artisans (du salaire gagné)	800.00
Honoraires d'examen	700.00
Recettes diverses.	200.00
	\$8,500.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire	\$ 300.00
Salaire de l'inspecteur	1,846.00
Frais d'inspection	1,700.00
Frais de déplacement du président et des membres.	1,260.00
Frais judiciaires et professionnels.	450.00
Jetons de présence	720.00
Bureau des examinateurs	300.00
Loyer, éclairage, entretien de bureau	500.00
Ameublement, taxes d'affaires et d'eau	400.00
Papeterie, Impression, annonces, subscriptions.	560.00
Téléphone, télégraphe, timbres.	264.00
Vérification des livres	75.00
Assurance garantie, f.e., et administration de banque.	125.00
	\$8,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 1er mars 1947. 18058-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation

The professional employers shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same themselves to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee from the 1st to the 10th of each month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1947, and March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trade Joint Committee of Joliette, for the period between March 1, 1947 and February 29, 1948.

THE BUILDING TRADE JOINT COMMITTEE OF JOLIETTE

Corporate seat: Joliette, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between March 1, 1947 and February 29, 1948.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.	\$3,400.00
Employees.	3,400.00
Artisans (wages earned)	1 800.00
Examination fees.	700.00
Various receipts.	200.00
	8,500.00

Expenses:

Secretary's salary.	\$ 300.00
Inspector's salary.	1,846.00
Inspection expenses.	1,700.00
Travelling expenses of the chairman and members.	1,260.00
Judicial and professional fees.	450.00
Meeting expenses.	720.00
Board of Examiners.	300.00
Rent, lighting, office upkeep.	500.00
Furniture, business and water taxes.	400.00
Stationery, Printing, advertisements, subscriptions.	560.00
Telephone, telegrams, stamps.	264.00
Audition.	75.00
Security bond, fire insurance and bank administration.	125.00
	\$8,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 1, 1947. 18058-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, formed

au Détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai, 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 327, du 20 février, 1947, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 février 1947 au 28 février 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1658 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du commerce de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 28 février 1947 et le 28 février 1948.

under decree number 1658, of May 17, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 327, of February 20, 1947, part "B" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of assessments will extend from February 28, 1947, to February 28, 1948, and apply as follows:

a) The professional employers governed by decree number 1658, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree number 1658, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate fixed in the said decree for employees of similar occupations receiving the lowest pay.

2. Collection

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee for assessment.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report giving, on forms supplied by the said Committee, the name in full and address of every employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

This report shall be signed by the professional employer and sent to the Parity Committee, together with the assessments owed, by the said professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is legal tender in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: June 30, September 30 and December 31, 1947, and March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec for the period between February 28, 1947, and February 28, 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE
L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

BUDGET OF THE RETAIL FOOD TRADE
PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

Etat des recettes et des dépenses probables pour

Estimate of the receipts and expenses for the

la période comprise entre le 28 février 1947
et le 28 février 1948.

period between February 28, 1947 and February 28, 1948.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 7,000.00
Salariés	7,000.00
Artisans	100.00
Pénalités	100.00
	\$14,200.00

Dépenses:

Salaires:

Secrétariat et administration	\$ 3,320.00
Inspection	5,564.00
Frais de déplacement des inspecteurs	600.00
Bureau des Examineurs	420.00
Loyer et éclairage	600.00
Frais judiciaires et professionnels	1,350.00
Impression et papeterie	400.00
Dépréciation, ameublement et agencement	300.00
Intérêt, échange et agios	100.00
Poste, téléphone et télégraphe	316.00
Jetons de présence	700.00
Divers	530.00
	\$14,200.00

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional Employers	\$ 7,000.00
Employees	7,000.00
Artisans	100.00
Penalties	100.00
	\$14,200.00

Expenses:

Salaries:

(Secretary's office and administration)	\$ 3,320.00
Inspection	5,564.00
Travelling expenses of inspectors	600.00
Board of examiners	420.00
Rent and lighting	600.00
Judicial and professional fees	1,350.00
Printing and Stationery	400.00
Depreciation, equipment and fixtures	300.00
Interest, exchange and agio	100.00
Postage, telephone and telegraph	316.00
Meeting expenses	700.00
Miscellaneous	530.00
	\$14,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, ce 1er mars, 1947.

18062-0

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 1, 1947.

18062-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Employés municipaux de la Ville de Jonquière, établi en exécution du décret numéro 98, du 16 janvier 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 297, du 13 février 1947, section "E", à prélever des cotisations de l'employeur professionnel assujéti audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 25 janvier 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

L'employeur professionnel assujéti au décret doit verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la rémunération versée à ses salariés.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit faire parvenir mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'il est tenu de verser audit comité.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux périodes fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Comité paritaire des Employés municipaux de la Ville de Jonquière, formed under decree number 98, of January 16, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 297, of February 13, 1947, part "E", to levy assessments upon the professional employer governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* until January 25, 1948; it will be laid in the following manner:

The professional employer governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the remuneration paid to its employees.

2. Mode of collection

The professional employer shall forward, every month, to the Parity Committee the assessments owed to the said Committee.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30 and December 31, 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Employés Municipaux de la ville de Jonquière, pour la période comprise entre le 25 janvier 1947 et le 25 janvier 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité paritaire des Employés municipaux de la Ville de Jonquière" for the period comprised between January 25, 1947, and January 25, 1948.

COMITÉ PARITAIRE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX
DE LA VILLE DE JONQUIÈRE

COMITÉ PARITAIRE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX
DE LA VILLE DE JONQUIÈRE

Estimé des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire, pour la période comprise entre le 25 janvier 1947 et le 25 janvier 1948.

Estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period between January 25, 1947, and January 25, 1948.

Recettes:

Cotisation de l'employeur professionnel \$225.00

Receipts:

Professional employer's assessments.. \$225.00

Dépenses:

Frais d'administration, papeterie, salaire du secrétaire-trésorier, timbres, etc. \$225.00

Expenses:

Administration, stationery, salary of the secretary-treasurer, stamps, etc. \$225.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er mars 1947. 18060-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 1, 1947. 18060-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des Comté de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay lui a présenté une requête à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 1743, du 11 juillet 1941 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment. On demande:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), that the Parity Committee of the Construction Industry in the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay has submitted to him a petition to amend the decree number 1743, of July 11th, 1941, and amendments, relating to the building trades. It is requested:

Que les mots "Compagnon junior (1 an) ... 0.70 0.60" soient ajoutés après les mots "Plombier et poseur d'appareils de chauffage, apparaissant à la cédule des salaires, article V.

That the words "Junior journeyman (1 year) ... 0.70 0.60" be added after the words "Plumber and pipefitter" mentioned in the scale of wages, section V.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 1er mars 1947. 18059-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 1, 1947. 18059-o

Greffes de notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par Me Claude Taschereau, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Me Charles Edmond Taschereau, notaire décédé, qui pratiquait à Québec, district judiciaire de Québec.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Me Claude Taschereau, notary, residing and practising at Quebec, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Charles Edmond Taschereau, deceased notary, who practised at Quebec, judicial district of Quebec.

Québec, 5 février 1947.

Quebec, February 5, 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
17805-6-5-o JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
17805-6-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Bernard Foisy, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Joseph Foisy, en son vivant notaire qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 26 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18050-9-5-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me J.-Paul-Émile Tourigny, notaire, demeurant et pratiquant à St-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Me Jean-Baptiste Moussette, de Me J.-J. Cloutier, en leur vivant notaires qui pratiquaient à St-Tite, district judiciaire de Trois-Rivières, et de Me L.-E. Germain, en son vivant notaire qui pratiquait à St-Stanislas, district judiciaire des Trois-Rivières.

Québec, 26 février 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18051-9-5-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, by Me Bernard Foisy, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Joseph Foisy, in his lifetime notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 26, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18050-9-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me J.-Paul-Émile Tourigny, notary, residing and practising at St-Tite, judicial district of Trois-Rivières, where by he asks for the transfer, in this favour, of the minutes, repertory and index of Me Jean-Baptiste Moussette, of Me J.-J. Cloutier, in their lifetime notaries who practised at St-Tite, judicial district of Trois-Rivières, and of Me L.-E. Germain, in his lifetime, notary, who practised at St-Stanislas, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, February 26, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18051-9-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 16 janvier 1947.

M. René Lippé, de Montréal, membre du Barreau de la Province: Conseil en loi du Roi.

Québec, 6 février 1947.

M. Jacques-P. St Jacques, de Montréal, membre du Barreau de la Province: Conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 20 juin 1946.

M. René LaBelle, 2567 rue Delisle, Montréal: examinateur en chef et directeur du bureau des Examineurs des Électriciens, à Montréal, à compter du 1er juin 1946.

Québec, 22 janvier 1947.

M. Jules Gobeil, avocat et Conseil en loi du Roi, de Baie Saint-Paul: magistrat de district pour les districts judiciaires de Rouyn-Noranda, Abitibi et Témiscamingue, avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province.

Québec, 30 janvier 1947.

M. Jean-Paul Bibeau, de Montréal: technicien au laboratoire de bactériologie à Montréal.

Québec, 6 février 1947.

M. Gustave Vekeman, de Québec: publiciste

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, January 16, 1947.

Mr. René Lippé, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec, February 6, 1947.

Mr. Jacques P. St-Jacques, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, June 20, 1946.

Mr. René LaBelle, 2567 Delisle Street, Montreal: to be chief examiner and director of the Board of Examiners of Electricians, at Montreal, as from June 1st, 1946.

Quebec, January 22, 1947.

Mr. Jules Gobeil, advocate and King's Counsel, of Baie Saint-Paul: to be district magistrate for the judicial districts of Rouyn-Noranda, Abitibi and Témiscamingue, with, moreover, concurrent jurisdiction with other district magistrates throughout the whole Province.

Quebec, January 30, 1947.

Mr. Jean-Paul Bibeau, of Montreal: to be a technician in the laboratory of bacteriology at Montreal.

Quebec, February 6, 1947.

Mr. Gustave Vekeman, of Québec: to be

et officier spécial au Secrétariat de la Province, à compter du 1er février 1947.

publicist and special officer in the Department of the Provincial Secretary, as from February 1st, 1947.

Québec, 13 février 1947.

M. Julien Ruel, instituteur à Desbiens: inspecteur d'écoles pour le district rural N° 68, à compter du 1er janvier 1947.
18063-o

Quebec, February 13, 1947.

Mr. Julien Ruel, teacher at Desbiens: to be school inspector for Rural District No. 68, as from January 1, 1947.
18063

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques, au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. **A**TTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommé pour les fins de la section 2 du chapitre 308, des Statuts refondus de Québec 1941 (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 6 juin 1946, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Saint-Émile-d'Auclair, dans le comté de Témiscouata;

ATTENDU que le secrétaire des dits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions des dits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance du dit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 6 février 1947, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par le dit décret canonique à la paroisse de Saint-Émile-d'Auclair, comme suit, savoir:

"Un territoire situé dans le canton d'Auclair, comprenant tous les lots du cadastre officiel renfermé dans les lots suivants de l'arpentage primitif du canton: les lots de 9 à 46 du rang Ouest, 9 à 49 du rang XI, 9 à 53 du rang XII, 14 à 62 du rang XIII, 17 à 62 du rang XIV, 29 à 60 du rang XV tous inclus, les limites dudit territoire se décrivant comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons d'Auclair et de Rouillard avec la ligne séparant la seigneurie de Madawaska des dits cantons d'Auclair et de Rouillard; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: une ligne brisée séparant la seigneurie de Madawaska du canton d'Auclair, la ligne séparative des lots 8 et 9 de

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General. **W**HEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Québec, 1941 (Parish and Fabrique Act), in and for the Roman Catholic Diocese of Rimouski, in Our Province of Québec, as canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under authority of the said statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 6th day of June, 1946, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of Saint-Émile-d'Auclair, in the county of Temiscouata;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at his office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated February 6, 1947, We have confirmed, established and acknowledged and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Émile-d'Auclair, as follows, to wit:

"A territory situated in the township Auclair, comprising all the official cadastral lots enclosed within the following lots of the primitive survey of the township; lots from 9 to 46 of the West range, 9 to 49 of range XI, 9 to 53 of range XII, 14 to 62 of range XIII, 17 to 62 of range XIV, 29 to 60 of range XV, all inclusively, the limits of the said territory being described as follows: starting from the point of intersection of the division line of the townships Auclair and Rouillard with the line separating the Seigniorie of Madawaska from the said townships Auclair and Rouillard; thence, passing by the following lines and demarcations successively: a broken line separating the Seigniorie of Madawaska from the township Auclair, the division line of lots

chacun des rangs XII, XI et Ouest du canton d'Auclair, la dernière de ces lignes prolongée jusqu'à l'axe du lac du Pain-de-Sucre; de là vers le sud le dit axe du lac du Pain-de-sucre, l'axe de la rivière Squateck et l'axe du grand lac Squateck jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons d'Auclair et de Rouillard et enfin en allant vers le sud-ouest, le dit prolongement et la dite ligne séparative des cantons d'Auclair et de Rouillard jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites à être érigé en une paroisse distincte pour les fins civiles sous le nom de "paroisse de Saint-Émile d'Auclair" dans le comté de Témiscouata,

et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Émile-d'Auclair, dans le comté de Témiscouata, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des dits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce onzième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

18010-o

JEAN BRUCHÉSI.

and 9 of each of ranges XII, XI and West of the township Auclair, the last of these said lines extended as far as the axis of Lake "Pain-de-Sucre"; thence southward, the said axis of lake "Pain-de-Sucre" the axis of the Squateck river and the axis of big lake Squateck (Grand lac Squateck), to the prolongation of the division line of the townships Auclair and Rouillard and finally Southwestward, the said prolongation and the said division line of the townships Auclair and Rouillard to the starting point; the said territory together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts thereof, comprised within the limits above described, to be erected into a separate parish for civil purposes, under the name of "Parish of Saint-Émile-d'Auclair", in the county of Témiscouata."

And We have ordained and declared and, do hereby ordain and declare that the parish of Saint-Émile-d'Auclair, in the county of Témiscouata, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Eleventh day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty seven, and the eleventh year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,

18010

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Province de Québec — District de Montréal

La compagnie Belcourt Gold Mines Limited (libre de responsabilité personnelle) a été constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes et enregistrées le 14 novembre 1946.

La principale place d'affaires dans la province de Québec de la compagnie se trouve en la cité et le district de Montréal, au N° 261 ouest, rue St-Jacques: suite 40-41.

En foi de quoi cette déclaration en double est faite et signée par moi Charles Desrosiers, secrétaire de la compagnie, demeurant au N° 5231 rue St André, à Montréal.

BELCOURT GOLD MINES LIMITED,

(libre de responsabilité personnelle),

par le Secrétaire,

CHS DESROSIERS.

18011-o

PFEIFFER'S INC.

QUÉBEC

Avis de la place d'affaires

Avis est donné que la compagnie "Pfeiffer's Inc.", constituée en corporation par lettres

Head Offices

Province of Quebec — District of Montreal

The Company "Belcourt Gold Mines Limited" (No Personal Liability) was incorporated in the Province of Quebec, by letters patent registered November 14, 1946.

The head office of the company in the Province of Quebec is in the city and district of Montreal, at No. 261 St-James Street West, Suite 40-41.

In testimony whereof, this declaration, in duplicate, is made and signed by me, Charles Desrosiers, secretary of the company, residing at No. 5231 St-André Street, Montreal.

BELCOURT GOLD MINES LIMITED,

(No personal Liability),

CHS. DESROSIERS,

Secretary.

18011

PFEIFFER'S INC.

QUÉBEC

Notice of head office

Notice is given that the company "Pfeiffer's Inc.", incorporated by letters patent under Part

patentes sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 22 octobre 1942, a établi son bureau au numéro 4, rue McMahon, Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 19 février 1947.

18012-o

Le Président,
NAPOLÉON COTÉ.

R. L. BELLEAU INC.
QUÉBEC

Avis de la place d'affaires

Avis est donné que la compagnie "R. L. Belleau Inc.", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 30 octobre 1942, a établi son bureau au Carré Parent, Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 19ième Février 1947.

18013-o

Le Président,
V. CHATEAUVERT.

BELL RIVER LUMBER LTD.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Bell River Lumber Ltd., une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 17 janvier 1947, a établi son siège social en la ville de Senneterre, district d'Abitibi.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Senneterre, le 30 janvier 1947.

(Sceau)

18036

Le Secrétaire,
T. TREMBLAY.

I of the Quebec Companies Act, dated Octobre 22, 1942, has established its office at No. 4 McMahon Street, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 19th day of February, 1947.

18012

NAPOLÉON COTÉ,
President.

R. L. BELLEAU INC.
QUÉBEC

Notice of head office.

Notice is given that the company "R. L. Belleau Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, dated October 30, 1942, has established its office at Parent Square, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 19th day of February, 1947.

18013

V. CHATEAUVERT,
President.

BELL RIVER LUMBER LTD.

NOTICE

Notice is hereby given that Bell River Lumber Ltd., a company incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 17th day of January, 1947, has established its head office at the Town of Senneterre in the District of Abitibi.

From and after the date of this notice, the said head office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Senneterre this 30th day of January 1947.

(Seal)

18036-o

T. TREMBLAY,
Secretary.

Soumissions

VILLE DE VICTORIAVILLE

ERRATUM

On est prié de noter que les soumissions envoyées d'ici au 10 mars 1947 pour l'achat de \$141,500 d'obligations de la ville de Victoriaville devront être pour des titres portant intérêt au choix, à 2½%, 2¾% ou 3% et non pas à 2½%, 2¾% ou 3% comme il avait été mentionné dans la Gazette officielle de Québec, dans l'édition du 22 février 1947, à la page 729.

18001A-0-X

Canada — Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente d'obligations de la Cité de Sher-

Tenders

TOWN OF VICTORIAVILLE

ERRATUM

Please note that the tenders sent from this to March 10, 1947, for the purchase of \$141,500 of bonds of the town of Victoriaville, must be for securities bearing interest at choice of rates 2½%, 2¾% or 3% and not at 2½%, 2¾% or 3% as was mentioned in the Quebec Official Gazette, in the edition of February 22, 1947, on page 729.

18001A-X

Canada — Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Tenders for bonds

Public notice is hereby given that the City of Sherbrooke is calling tenders for the sale of City of Sherbrooke bonds amounting to \$275,000.

brooke au montant de \$275,000., émises en vertu de son règlement N° 665, afin de payer le coût de construction d'une bâtisse municipale pour fins industrielles.

Ces obligations, rachetables par anticipation, sont datées du 1er janvier 1947 et échoient en séries pendant 15 ans, du 1er janvier 1948 au 1er janvier 1962 et portent intérêt au taux de 3% par an. Ledit intérêt est payable semi-annuellement le premier jour des mois de janvier et juillet de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables à Sherbrooke, Montréal et Québec. L'émission comprend 239 obligations de \$1,000 chacune et 72 obligations de \$500. chacune.

Lesdites obligations peuvent être enregistrées gratuitement, quant au capital, au bureau du soussigné.

Les soumissions doivent être placées dans une enveloppe marquée: "Soumission pour obligations" et parvenir au soussigné le ou avant le 17 mars 1947, à 8.00 p.m., alors que le Conseil en disposera.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus. La livraison des titres sera faite dans les dix jours suivant l'adjudication.

La Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée, ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce 25ème jour de février 1947.

Le Greffier,

18047-o

ANT. DESLAURIERS.

issued in virtue of its by-law No. 665, to pay the cost of construction of a municipal building to be used for industrial purposes.

The said bonds, callable before maturity, are dated January 1st 1947 and mature in series during 15 years from January 1st 1948 to January 1st 1962 and bear interest at rate of 3% per year. The said interest is payable semi-annually on the first day of the months of January and July of each year. Capital and interest are payable at Sherbrooke, Montreal and Quebec. The issue includes 239 bonds of \$1,000 each and 72 bonds of \$500 each.

Said bonds can be registered, free of charge; at the office of the undersigned.

Tenders must be enclosed in a sealed envelope marked: "Tender for bonds" and must reach the undersigned on or before the 17th day of March 1947 at 8.00 p.m., when the Council shall dispose of them.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal of 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or does not include accrued interest. The bonds will be delivered within the ten days following the acceptance of the tender.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tender.

Given at Sherbrooke, this 25th day of February 1947.

ANT. DESLAURIERS,

18047-o

City Clerk.

Vente d'effets non réclamés

Avis est, par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le neuvième jour d'avril 1946 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par M.M. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le neuvième jour d'avril 1947, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 20 février 1947.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
18014-9-6-o W. E. ALLISON.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 9th day of April, 1946, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 9th, 1947, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 20th, 1947:

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
18014-9-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de S.-Hyacinthe, N° 5372.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour Supérieure pour le district de S.-Hyacinthe en date du 9 novembre 1946 en une certaine cause dans laquelle Casimir Dessaulles, C.R., avocat des cité et district de Montréal tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Jean-Charles Boulanger, est demandeur contre dame Emma Jalbert, veuve de Frédéric Galarneau, de la cité et du district de Montréal, Guy Lamothe, de Montarville Lamothe, de la cité d'Outremont, district de Montreal, Pierre de B. Lamothe de la cité de Montréal, demoiselles Adèle Lamothe,

Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, District of S.-Hyacinth, Superior Court, No. 5372.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of S.-Hyacinthe dated the 9th day of November 1946, in a certain case in which Casimir Dessaulles, C.R., barrister, of Montreal, said district, personally and in his quality of testamentary executor of late Jean Charles Boulanger is the plaintiff against Mrs Emma Jalbert, widow of Frédéric Galarneau of the city and district of Montreal, Guy Lamothe, de Montarville Lamothe, of the town of Outremont, in the district of Montreal, Pierre de B. Lamothe of the city of Montreal, Adèle Lamothe, Lucie La-

Lucie Lamothe et Gertrude Lamothe, toutes trois célibataires majeures, de la cité d'Outremont, dame Geneviève Lamothe, épouse de Joseph-Émile Prévost, et le dit J.-E. Prévost, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demoiselle Jacqueline Lamothe, célibataire majeure, tous trois de la cité d'Outremont, Otto Meyer, Carl Melvin Meyer, tous deux de la cité de Montréal, dame Enid Meyer, épouse séparée de biens de Clyde D. Lynn, tous deux de la ville de Seattle état de Washington, dûment autorisée à ester en justice par son dit époux le dit Clyde D. Lynn, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous ces derniers défendeurs en leur qualité d'héritiers de feu Jean-Charles Boulanger ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot N° 56 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de S.-Jean-Baptiste de Montréal, avec les bâtiments y édifiés, un bureau et des hangars, mesurant environ 3 840 pieds, formant l'angle des rues De Bullion et Lionais, excepté une pompe à gazoline et ses accessoires, l'immeuble tel que ci-haut décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le (12) douzième jour du mois d'Avril 1947, à 10 heures et 30 de l'avant-midi, à la salle d'Audience du palais de justice en les cité et district de S.-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Prothonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins 12 jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront fore closes du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, le 15 février, 1947.

Le Procureur du demandeur,

17950-8-2-o

J.-B. BOUSQUET.

mothe and Gertrude Lamothe, spinsters, of the town of Outremont, Mrs Geneviève Lamothe, wife of Joseph Émile Prévost, and the said J.-E. Prévost, to authorize his said wife, Miss, Jacqueline Lamothe, spinster, these 3 of the town of Outremont, Otto Meyer, Carl Melvin Meyer, both of the city of Montreal, Mrs Enid Meyer, wife separate as to property of Clyde D. Lynn, both of the city of Seattle, state of Washington, in United States of America, duly authorized by her said husband, and the said Clyde D. Lynn, to authorize his said wife, all defendants, in their quality of heirs to the late Jean Charles Boulanger, ordering the compulsory partition and the licitation of certain immoveable described as follows; to wit:— One lot of land situate in the town of Montreal known and designated as lot number 56 on the official plan and in the book of reference for the parish of S.-John-the-Baptist of Montreal, with buildings thereon erected, office and a shed, about 3 840 feet, being the corner of De Bullion and Lionais streets, except a gaz pump and its accessories. The said described immoveable will be sold by auction and be adjudged to the higher and last bidder on the 12th day of April 1947, at 10.30 hours a.m., in the forenoon in the court room of the Court House at S.-Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated on the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul or to secure charges or to withdraw of the said licitation must be deposited in the office of the Prothonotary of the said court at least 12 days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and any opposition as to payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

S.-Hyacinthe, the 15th day of February, 1947.

J.-B. BOUSQUET,

17950-8-2-o

Attorney for plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Cour Supérieure, district d'Arthabaska
Ordonnance en vertu de l'article 1025
et suivants, C. P. C.

Arthabaska, à savoir: } J. AIMÉ ROBERGE, an-
N° 2015 } rentier de St-Ferdinand d'Halifax, comté de Mégantic, requérant.
Feu EDOUARD CROTEAU, St-Julien de Wolfestown, comté de Wolfe, débiteur.

Comme appartenant au débiteur:

Un immeuble situé dans le 1er rang du canton de Wolfestown, connu et désigné comme étant le numéro 7-C (N° 7-C) du cadastre officiel du canton de Wolfestown, contenant cinquante-neuf acres en superficie avec bâtisses dessus construites.

Cette vente n'affectera pas un bail passé devant Mre E. Carreau, notaire, le 26 juin 1946 et enregistré au bureau d'Enregistrement du comté

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Superior Court, District of Arthabaska
Order in virtue of articles 1025 and following
of C. C. P.

Arthabaska, to wit: } J. AIMÉ ROBERGE, an-
No. 2015 } nuitant, of St-Ferdinand d'Halifax, county of Mégantic, petitioner;
the late EDOUARD CROTEAU, St-Julien de Wolfestown, county of Wolfe, debtor.

As belonging to the debtor:

An immoveable situate in the 1st range of the township of Wolfestown, known and designated as being number 7-C (No. 7-C) of the official cadastre for the township of Wolfestown, containing fifty-nine acres in area with buildings thereon erected.

This sale shall not affect a lease passed before Mre E. Carreau notary, on June 26, 1946, and registered in the Registry Office of the county

de Wolfe, à Ham-Sud, le 9 nov. 1946, sous le N° 50973, lequel bail est fait pour un terme de 4 ans à compter du 26 juin 1946.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Julien de Wolfestown, le ONZIÈME jour de MARS 1947, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 4 février 1947. 17806-6-2-o
[Première insertion, 8 février 1947]

of Wolfe, at Ham-South, on Nov. 9, 1946, under No. 50973, said lease being made for a term of 4 years, from June 26, 1946.

To be sold at the parochial church door of St-Julien de Wolfestown, on the ELEVENTH day of MARCH, 1947, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office,
Arthabaska, February 4, 1947. 17806-6-2
[First insertion, February 8, 1947]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } WILLIE CHAREST,
N° 4829. } taxi, domicilié à
Victoriaville, Demandeur vs J. ÉDOUARD LÉ-
TOURNEAU, faisant affaires à Victoriaville.
Défendeur.

Comme appartenant au défendeur;

Un emplacement à Victoriaville, à l'est de l'avenue des Chalets, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Ste-Victoire comme étant le lot N° 12 de la subdivision du lot originaire N° 39 (39-12) mesurant 95 pieds de largeur, sur la profondeur qu'il y a entre l'avenue des Chalets et la rivière Nicolet, et borné comme suit; au sud par le lot N° 11, subdivision du lot N° 39, propriété de Médéric Pépin, au nord par le lot N° 13 de la même subdivision propriété de Philippe Hamel, à l'ouest par l'avenue des Chalets et à l'est par la rivière Nicolet, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Sts-Martyrs Canadiens, dans la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska, le 1er jour d'AVRIL 1947, à DEUX heures de l'après-midi.

Arthabaska, 24 fév. 1947.

Le Shérif,
18037-9-2-o MAURICE MAHEU.
(Première insertion, 1er mars 1947)

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, district of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } WILLIE CHAREST,
No. 4829 } taxi driver, domicil-
ed at Victoriaville, plaintiff, vs J. ÉDOUARD
LÉTOURNEAU, carrying on business at Vic-
toriaville, defendant.

As belonging to the defendant:

An emplacement at Victoriaville, east of Avenue des Chalets, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Ste-Victoire, as being lot No. 12 of the subdivision of original lot No. 39 (39-12), measuring 95 feet in width, by whatever depth there may be between Avenue des Chalets and the Nicolet river, and bounded as follows; on the south by lot No. 11, subdivision of lot No. 39, the property of Médéric Pépin, on the north by lot No. 13 of the same subdivision, the property of Philippe Hamel, on the west by des Chalets Avenue and on the east by the Nicolet river with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sts-Martyrs Canadiens, in the town of Victoriaville, county of Arthabaska, on the FIRST day of APRIL, 1947, at TWO o'clock in the afternoon.

Arthabaska, Feb. 24, 1947.

MAURICE MAHEU,
Sheriff.
(First insertion, March 1st, 1947.)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure, district d'Iberville

Montréal à savoir: } THE ROYAL BANK OF
N° 5578 } CANADA demanderes-
se vs A. GUERTIN, défendeur.

Un terrain situé dans le village de St-Philippe dans le comté de Laprairie, mesurant environ cent quarante-six pieds de largeur par deux cent cinquante pieds de profondeur plus ou moins, borné au front par le chemin Édouard VII, d'un côté par la terre de Zénophile dit Théophile Lavallée, de l'autre côté par le terrain d'Étienne Provost et celui des représentants de Siffroid Robert, et en profondeur par le terrain de Joseph Fouchault et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le N° cent soixante-dix-neuf (179) sur le plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Philippe de Laprairie. Les limites dudit terrain en profondeur doivent être les mêmes que la ligne de profondeur du terrain d'Étienne Provost.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Philippe de Laprairie, le TROIS AVRIL prochain à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 25 février 1947. 18038-9-2-o
(Première insertion, 1er mars 1947)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Iberville

Montreal, to wit: } THE ROYAL BANK OF
No. 5578 } CANADA, plaintiff; vs
A. GUERTIN, defendant.

A lot of land situate in the village of St-Philippe in the county of Laprairie, measuring about one hundred and forty-six feet in width by two hundred and fifty feet in depth, more or less, bounded in front by the Edward VII road, on one side by the farm of Zénophile dit Théophile Lavallée, on the other side by the land of Étienne Provost and that of the representatives of Siffroid Robert, and in depth by the land of Joseph Fouchault, and forming part of the lot of land known and designated as No. one hundred and seventy-nine (179) on the official plan and in the book of reference for the Parish of St-Philippe de Laprairie. The limits of the said lot of land in depth should be the same as the depth line of the land of Étienne Provost.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Philippe de Laprairie, on the THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office,
Montreal, February 25, 1947. 18038-9-2
(First insertion, March 1, 1947)

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Québec
Cour Supérieure

District of Rimouski, { **CODEFROY BOUIL-**
No 16717 **LON**, navigateur de
Rimouski-Est, demandeur vs **THÉOPHILE**
TANGUAY défendeur, de Rimouski-Est district
de Rimouski.

Un terrain du lot N° 189a mesurant 50 pds
de front, au chemin sur 90 de profondeur, mesure
anglaise, borné au nord au chemin du roi, à l'est
à Herménégilde Roy, au sud et à l'ouest au ven-
deur ou représentant, étant partie du lot 189a
du cadastre officiel de la paroisse de Rimouski.

Avec une lisière de terrain de 10 pds de front
sur 90 pds de profondeur, mesure anglaise, borné
au nord au chemin public, à l'est à l'acquéreur,
au sud et à l'ouest au vendeur, étant partie du
lot 189a au même cadastre, avec batisses et les
dépendances ci-dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de St
Yves, à Rimouski-est, le 15 de MARS 1947 à 10
heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **CHARLES GARON.**
Rimouski le 8 février 1947. 17794-6-2-o
Première insertion, 8 février 1947]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec,
Magistrate's Court

District of Rimouski, { **CODEFROY BOUIL-**
No. 16717 **LON**, navigator, of
Rimouski-Est, plaintiff; vs **THÉOPHILE TAN-**
GUAY, defendant, of Rimouski-Est, district of
Rimouski.

All ot of land being part of lot No. 189a, meas-
uring 50 feet in front, on the road, by 90 feet in
depth, English measure, bounded on the north by
the King's Highway, on the east by Herménégilde
Roy, on the south and west by the vendor or
representative, being a part of lot 189a of the
official cadastre for the parish of Rimouski.

With a strip of land of 10 feet in front by 90
feet in depth, English measure, bounded on the
north by the public road, on the east by the pur-
chaser, on the west and south by the vendor,
being a part of lot 189a of the same cadastre —
with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold, at the church door of St-Yves, at
Rimouski-Est, on the 15th of MARCH, 1947,
at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, February, 8th, 1947. 17794-6-2
[First insertion, February 8, 1947]

TEMISCAMINGUE

Cour Supérieure — District de Témiscamingue
N° 139 { **ALLAN CLARK**, prospecteur de
Belleterre, district de Témisca-
mingue, Demandeur vs **SABLES GOLD MINES**
LIMITED, corps politique et incorporé ayant
sa principale place d'affaires à Toronto, province
d'Ontario, mais ayant aussi des biens dans le
canton de Guillet, district de Témiscamingue,
Defenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:
"Tous les droits miniers (mining rights) que
détient Sables Gold Mines Limited, en vertu des
permis de mise en valeur D.L. 6132, D.L. 6133,
D. L. 6134 et D. L. 4968, permis émis par le
Département des Mines de la Province de Québec
qui couvrent:

a) le permis de mise en valeur D. L. 6132: un
morceau de terre de forme irrégulière située dans
le canton Guillet, dans le district de Témisca-
mingue, morceau de terre d'environ 200 acres
couvrant les claims R-48858 à 48862;

b) le permis de mise en valeur D. L. 6133: un
morceau de terre de forme irrégulière située dans
le canton Guillet, dans le district de Témisca-
mingue, morceau de terre d'environ 200 acres
couvrant les claims R-48863 à R-48867;

c) le permis de mise en valeur D.L. 6134: un
morceau de terre de forme irrégulière situé dans
le canton Guillet, dans le district de Témisca-
mingue, morceau de terre d'environ 200 acres
couvrant les claims R-48868 à R-48872;

d) le permis de mise en valeur D. L. 4968; un
morceau de terre de forme irrégulière situé dans
le canton Guillet, dans le district de Témisca-
mingue, morceau de terre d'environ 160 acres
couvrant les claims R-47578 à R-47581.

seront vendus à mon bureau du shérif à Ville-
Marie, district de Témiscamingue, Province de
Québec, **MERCREDI** le **DEUXIÈME** jour
d'**AVRIL** 1947 à **DIX** heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, **JULES GRENIER.**
Ville-Marie le 21 février 1947, 18039-9-2-o
(Première insertion le 1er mars 1947)

TEMISCAMINGUE

Superior Court — District of Temiscamingue.
No. 139 { **ALLAN CLARK**, prospector, of
Belleterre, district of Témisca-
mingue, plaintiff; vs **SABLES GOLD MINES**
LIMITED, a body politic and corporate, having
its head office at Toronto, Province of Ontario,
but also having property in the township of
Guillet, district of Témiscamingue, defendant.

As belonging to the defendant;

All the mining rights held by Sables Gold Mi-
nes Limited under development work licenses
D. L. 6132, D. L. 6133, D. L. 6134 and D. L.
4968, licenses issued by the Department of
Mines of the Province of Quebec, covering:

a) development license D. L. 6132: a parcel
of land of irregular figure, situate in the township
of Guillet, in the district of Témiscamingue,
parcel of land of about 200 acres covering claims:
R-48858 to 48862;

b) development license D. L. 6133: a parcel
of land of irregular figure, situate in the township
of Guillet, in the district of Témiscamingue,
parcel of land of about 200 acres covering claims:
R-48863 to R-48867;

c) development licence D. L. 6134: a parcel
of land of irregular figure situate in the township
of Guillet, in the district of Témiscamingue,
parcel of land of about 200 acres, covering claims
R-48868 to R-48872;

d) development license D. L. 4968: a parcel
of land of irregular figure, situate in the township
of Guillet, in the district of Témiscamingue,
parcel of land of about 160 acres covering claims
R-47578 to R-47581,

will be sold at my office, Sheriff's Office, at Ville-
Marie, district of Témiscamingue, Province of
Quebec, on **WEDNESDAY**, the **SECOND** day
of **APRIL**, 1947, at **TEN** o'clock in the forenoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ville-Marie, February 21, 1947. 18039-9-2
(First insertion March 1, 1947)

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 9

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Boily vs Bouchard..... 754

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

328, section "A" — Industrie du meuble dans la province de Québec..... 754

328, section "B" — Fonctionnaires municipaux de la cité de Sherbrooke... 754

328, section "C" — Employés du département des incendies de la cité de Sherbrooke..... 755

329 — Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville 755

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

A. J. Alexandor Furs Limited (Directeurs)..... 763

Bégin, canton de (Tirage d'obligations). 765

Coopérative d'Électricité de Palmarolle (Fondation)..... 766

Crédit Foncier Franco-Canadien (Directeurs)..... 763

Duroform Shoulder Pad Corporation (Directeurs)..... 763

La Caisse Populaire de Ste-Jeanne d'Arc (Fondation)..... 766

Lacar Limited (Distribution de l'actif). 763

L'Association des Fonctionnaires de la Province (Règlements)..... 764

L'Équipe (Règlements)..... 764

Le Syndicat Catholique des Employés de Machineries Pont-Rouge Inc. (Nom changé)..... 764

Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Victor Co. Beauce (Formation)..... 764

Le Syndicat National des Employés de Magasins de Sorel Inc. (Formation) 764

Syndicat Catholique et National des Chauffeurs Mécaniciens de Machines Fixes de la Région de Joliette (Formation)..... 765

Syndicat Catholique et National des Employés des Institutions Religieuses du Diocèse de Joliette (Formation)..... 765

Syndicat des Épiceries de Chicoutimi (Fondation)..... 765

Syndicat Professionnel des Employés de la Compagnie Perfection Corset Limited (Formation)..... 766

The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc. (Directeurs). 766

The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc. (Règlements). 766

CHARTES — ABANDON DE:

Arncliffe Land Company..... 767

Arthur Harris Canada Limited..... 767

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Bourlamaque, ville de..... 768

Coaticook, ville de..... 770

Fiduciaires de la Corporation de l'Université du Collège Bishop..... 769

Gaumont, Marcel..... 768

Index of the Quebec Official Gazette, No. 9

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Boily vs Bouchard..... 754

ORDERS IN COUNCIL:

328, part "A" — Furniture Industry in the Province of Quebec..... 754

328, part "B" — Municipal Office Employee of the City of Sherbrooke.... 754

328, part "C" — Employees of the Fire Department of the City of Sherbrooke..... 755

329 — Construction Industry in the City of St. John and the Town of Iberville. 755

737 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 737

MISCELLANEOUS NOTICES:

A. J. Alexandor Furs Limited (Directors)..... 763

Bégin, township of (Drawing of bonds). 765

Coopérative d'Électricité de Palmarolle (Foundation)..... 766

Crédit Foncier Franco-Canadien (Directors)..... 763

Duroform Shoulder Pad Corporation (Directors)..... 763

La Caisse Populaire de Ste-Jeanne d'Arc (Foundation)..... 766

Lacar Limited (Distribution of the assets) 763

L'Association des Fonctionnaires de la Province (By-laws)..... 764

L'Équipe (By-laws)..... 764

Le Syndicat Catholique des Employés de Machineries Pont-Rouge Inc. (Name changed)..... 764

Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Victor Co. Beauce (Formation)..... 764

Le Syndicat National des Employés de Magasins de Sorel Inc. (Formation) 764

Syndicat Catholique et National des Chauffeurs Mécaniciens de Machines Fixes de la Région de Joliette (Formation)..... 765

Syndicat Catholique et National des Employés des Institutions Religieuses du Diocèse de Joliette (Formation)..... 765

Syndicat des Épiceries de Chicoutimi (Foundation)..... 765

Syndicat Professionnel des Employés de la Compagnie Perfection Corset Limited (Formation)..... 766

The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc. (Directors). 766

The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc. (By-laws).... 766

CHARTERS — SURRENDER OF:

Arncliffe Land Company..... 767

Arthur Harris Canada Limited..... 767

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Bourlamaque, town of..... 768

Coaticook, town of..... 770

Trustees of the Corporation of the University of Bishop's College..... 769

Gaumont, Marcel..... 768

La Corporation des Frères de Sainte-Croix.....	767
La Corporation du petit séminaire de St-Georges de Beauce.....	768
Lafond, Alfred.....	770
Les Religieux de Sainte-Croix.....	767
L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal.....	767
Montréal-Est, ville de.....	769
Mont-Royal, ville de.....	771
Québec, cité de.....	772
Station-du-Côteau, munic. de.....	771
St-Joseph de Sorel, ville de <i>et al.</i>	768
Wilson, Lawrence Maurice.....	771

La Corporation des Frères de Sainte-Croix.....	767
La Corporation du petit séminaire de St-Georges de Beauce.....	768
Lafond, Alfred.....	770
Les Religieux de Sainte-Croix.....	767
L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal.....	767
Montreal-East, town of.....	769
Mount Royal, town of.....	771
Quebec city of.....	772
Côteau Station munic. of.....	771
St-Joseph de Sorel, town of <i>et al.</i>	768
Wilson, Lawrence Maurice.....	771

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Beurrerie Centrale Coopérative d'Armagh.....	772
--	-----

Beurrerie Centrale Coopérative d'Armagh.....	772
--	-----

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

St-Faustin Station, munic. scolaire de ..	773
St-Nicolas, munic. scolaire du village de	773
Templeton-Ouest, munic. scolaire de...	772

St-Faustin Station, school munic. of...	773
St-Nicolas, school munic. of the village of	773
Templeton-West, school munic. of.....	772

TRAVAIL:

LABOUR:

Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal (Prélèvement).....	778
Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette (Prélèvement)....	781
Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay (Modification).....	785
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district (Approbation de règlements).....	775
Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec (Prolongation de prélèvement).....	774
Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François (Approbation de règlements).....	774
Comité paritaire des employés municipaux de la ville de Jonquière (Prélèvement).....	784
Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec (Modification).....	779
Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec (Prélèvement).....	780
Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec (Prélèvement).....	782
Comité paritaire du Service de la Police municipale de la cité de Québec (Approbation de règlements).....	774
Commerce de l'alimentation au détail à Québec (Modification).....	776
Industrie de la construction dans la région de Hull (Avis).....	773
L'Association Canadienne des Distributeurs d'Essence Inc. (Avis).....	773
Métier de coiffeurs pour dames de Montréal (Modification).....	777
Métiers de barbiers et coiffeurs de la cité de St-Jean et la ville d'Iberville (Modification).....	775

Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal (Levy).....	778
Building Trade Joint Committee of Joliette (Levy).....	781
Parity Committee of the Construction Industry in the Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay (Amendment).....	785
Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District (Approval of by-laws).....	775
Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec (Extension of levy).....	774
Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of St. Francis District (Approval of by-laws).....	774
Comité paritaire des employés municipaux de la ville de Jonquière (Levy).....	784
Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec (Amendment).....	779
Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec (Levy).....	780
Retail Food Trade Parity Committee of Quebec (Levy).....	782
Joint Committee of the Municipal Police Department of the City of Quebec (Approval of by-laws).....	774
Food Products Retail Trade of Quebec (Amendment).....	776
Construction Industry in the District of Hull (Notice).....	773
L'Association Canadienne des Distributeurs d'Essence Inc. (Notice)....	773
Ladies' Hairdressing Trade of Montreal (Amendment).....	777
Barber and Hairdresser Trades in the City of St. John and the Town of Iberville (Amendment).....	775

GREFFES DE NOTAIRES:

NOTARIAL RECORDS:

Foisy, Bernard.....	786
Taschereau, Claude.....	785

Foisy, Bernard.....	786
Taschereau, Claude.....	785

Tourigny, J.-Paul-Émile.....	786	Tourigny, J.-Paul-Émile.....	786
------------------------------	-----	------------------------------	-----

LETTRES PATENTES:

A. B. Clarke & Son Inc.....	738
Alouette Clothes Inc.....	739
Barzel Realities Inc.....	739
Beaupré & Fils, Limitée.....	740
Bell River Lumber Ltd.....	740
B. Green Fur Co. Ltd.....	740
B. & O. Corporation.....	741
Canada Motor Car Co. Ltd.—Canada	
Motor Car Cie Ltée.....	741
Canadian Butchers' Supply Co. Inc.....	742
Cape Realty Corp.....	742
C.A.R.D.E. Recreational Association..	743
Cusson Fourrures Limitée—Cusson	
Furs Limited.....	743
General Wooden Box Company Limited	743
G. Lambert Limited.....	744
Ideal Machine Shop Limited.....	744
Insmill Mines Ltd.....	745
Jenco Incorporated.....	745
La Compagnie d'Immeubles JPB.....	746
Les Entreprises de l'Est Ltée.....	746
McLean Realty Company Limited.....	746
Mill-Ray Sales Co. Ltd.....	747
P. A. Savard Limitée.....	747
Plasticizers Incorporated.....	748
Plumes de Paris Limitée.....	748
Prudential Factors Ltd.....	748
Rodmar Realities Limited.....	749
Services pour Tous (Incorporée).....	749
S. Lazarus Inc.....	750
Sucrier Kebec Limitée.....	750
Thetford Industrial Clinic Inc.....	751
Town Talk Dress Co. Ltd.....	751
Vipond Coal Company Limited.....	752
Wilson Equipment Co. Ltd.....	752

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Montreal Debenture Corporation.....	753
-------------------------------------	-----

NOMINATIONS:

Diverses.....	786
---------------	-----

PROCLAMATION:

Concernant l'érection de la paroisse de St-Émile-d'Auclair.....	787
--	-----

SIÈGES SOCIAUX:

Belcourt Gold Mines Limited.....	788
Bell River Lumber Ltd.....	789
Pfeiffer's Inc.....	789
R. L. Belleau Inc.....	789

SOUMISSIONS:

Sherbrooke, cité de.....	789
Victoriaville, ville de (Erratum).....	789

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company.....	790
---------------------------------------	-----

VENTES PAR LICITATION:

Dessaulles vs Jalbert <i>et al.</i>	790
---	-----

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Charest vs Létourneau.....	792
----------------------------	-----

LETTERS PATENT:

A. B. Clarke & Son Inc.....	738
Alouette Clothes Inc.....	739
Barzel Realities Inc.....	739
Beaupré & Fils, Limitée.....	740
Bell River Lumber Ltd.....	740
B. Green Fur Co. Ltd.....	740
B. & O. Corporation.....	741
Canada Motor Car Co. Ltd.—Canada	
Motor Car Cie Ltée.....	741
Canadian Butchers' Supply Co. Inc.....	742
Cape Realty Corp.....	742
C.A.R.D.E. Recreational Association..	743
Cusson Fourrures Limitée—Cusson	
Furs Limited.....	743
General Wooden Box Company Limited	743
G. Lambert Limited.....	744
Ideal Machine Shop Limited.....	744
Insmill Mines Ltd.....	745
Jenco Incorporated.....	745
La Compagnie d'Immeubles JPB.....	746
Les Entreprises de l'Est Ltée.....	746
McLean Realty Company Limited.....	746
Mill-Ray Sales Co. Ltd.....	747
P. A. Savard Limitée.....	747
Plasticizers Incorporated.....	748
Plumes de Paris Limitée.....	748
Prudential Factors Ltd.....	748
Rodmar Realities Limited.....	749
Services pour Tous (Incorporée).....	749
S. Lazarus Inc.....	750
Sucrier Kebec Limitée.....	750
Thetford Industrial Clinic Inc.....	751
Town Talk Dress Co. Ltd.....	751
Vipond Coal Company Limited.....	752
Wilson Equipment Co. Ltd.....	752

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Montreal Debenture Corporation.....	753
-------------------------------------	-----

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.....	786
--------------------	-----

PROCLAMATION:

Concerning the erection of the parish of St-Émile-d'Auclair.....	787
---	-----

HEAD OFFICES:

Belcourt Gold Mines Limited.....	788
Bell River Lumber Ltd.....	789
Pfeiffer's Inc.....	789
R. L. Belleau Inc.....	789

TENDERS:

Sherbrooke, city of.....	789
Victoriaville, town of (Erratum).....	789

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company.....	790
---------------------------------------	-----

SALES BY LICITATION:

Dessaulles vs Jalbert <i>et al.</i>	790
---	-----

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Charest vs Létourneau.....	792
----------------------------	-----

Roberge vs Croteau.	791	Roberge vs Croteau.	791
MONTREAL:		MONTREAL:	
The Royal Bank of Canada vs Guertin.	792	The Royal Bank of Canada vs Guertin	792
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Bouillon vs Tanguay	793	Bouillon vs Tanguay.	793
TÉMISCAMINGUE:		TÉMISCAMINGUE:	
Clark vs Sables Gold Mines Limited, ...	793	Clark vs Sables Gold Mines Limited.	793
18064-o		18064-o	

